

SHSregards¹⁷

Juin – septembre 2007

Le magazine du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO

SOMMAIRE

P. 3-4 **ÉTHIQUE** Bioéthique et droits humains : un défi pour les pays arabes • Les États interpellés sur leurs responsabilités / P. 5-11 **DROITS HUMAINS** Jouir du progrès scientifique : un droit « sous-développé » • Face aux discriminations, l'alliance des villes se poursuit • Sécurité humaine et paix : mobilisation à Bangkok • Création d'un réseau mondial de femmes philosophes / P. 24-29 **TRANSFORMATIONS SOCIALES** Migrations internationales : en finir avec les préjugés • Populations et développement : une conférence internationale à Mafikeng • Intégration régionale en Afrique de l'Ouest : des séminaires au Cap-Vert et en Guinée • Développement durable : la solidarité scientifique au service du Sud • Dopage dans le sport : l'UNESCO cible la jeunesse / P. 30-31 **PUBLICATIONS** / P. 32 **PAUVRETÉ** • **AGENDA**

ENTRETIEN p.6-7

Dick Wathika : « Le racisme freine le développement »

TRANSFORMATIONS SOCIALES p.26

Étape décisive pour le programme MOST de l'UNESCO

DOSSIER p.12 à 23

Jeunes :
le monde ne se fera pas
sans eux



Le parti pris de la jeunesse, c'est celui du développement durable

« Quelle joie ce fut de vivre en cette aube – mais être jeune, voilà le paradis ! »

C'est le poète anglais William Wordsworth qui s'exprimait ainsi en 1804, se rappelant sa réaction enthousiaste devant les premiers soubresauts de la Révolution française. Pour les jeunes, l'avenir devrait en effet s'ouvrir comme une vaste page à écrire. Les jeunes porteront ce qui aujourd'hui émerge ; ils s'approprient – ou subiront – ce qui aujourd'hui se transforme. Pourtant, tous ne vivent pas leur présent comme promesse d'un avenir radieux. Dans les pays en développement, où vivent 85 % de la jeunesse mondiale, l'horizon est souvent noirci par la faim, la guerre, l'absence d'accès à l'éducation, à la santé ou à la culture. Même dans les pays les plus paisibles et prospères, la jeunesse s'inquiète. Comment inventer un monde meilleur quand 43 % des 15-24 ans vivent avec moins de 2 dollars par jour ?

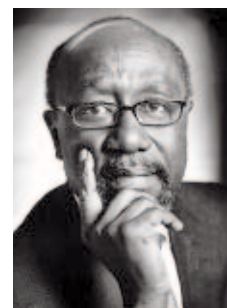
Lorsque, dans moins de vingt ans, ceux-là seront en pleine force de l'âge, après avoir grandi le ventre rempli de colère – seule nourriture abondante –, qui bâtira la paix par l'éducation, la science et la culture ? Largement exclus du pouvoir politique ou économique, les jeunes ne recevront-ils en héritage, de leurs aînés dont ils devront financer les retraites toujours plus longues, qu'un environnement catastrophiquement dégradé ? Ne faisons surtout pas des jeunes un facteur de « trouble » dans un monde qui vieillit. Donner aux jeunes ce qu'ils demandent ; décider pour eux de quoi ils ont besoin : voilà deux formes de paternalisme qu'il s'agit de conjurer. Loin de craindre une « guerre » des générations, il faut insister sur les multiples solidarités qui font fi des âges ou des générations. Elles se transforment, certes. Mais pourquoi, en se transformant, ne s'approfondiraient-elles pas ?

C'est de démarches innovantes dont nous avons besoin, de construire le monde de demain avec les jeunes, en leur donnant une place dans les enceintes qui en définiront le cadre. Ils s'habillent différemment ? Parlent autrement ? Ignorent les codes d'une certaine bienséance ? Ils sont impatients et exigeants ? Tant mieux ! C'est précisément parce que les jeunes ont des choses différentes à dire qu'il faut les écouter et travailler avec eux.

L'UNESCO s'y efforce qui a créé, en 1999, le Forum des jeunes de l'UNESCO. Unique en son genre au sein du système des Nations Unies, le Forum fait partie intégrante des travaux de la Conférence générale de l'Organisation. Cette dernière, en décidant de re-situer son travail sur la Jeunesse au sein du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), et plus précisément au cœur du programme sur la gestion des transformations sociales, marque clairement l'enjeu : construire ensemble le monde de demain. Travaillant sur l'interface entre sciences sociales et action publique, SHS insiste sur la nécessaire coproduction des connaissances et de l'action. À cet égard, la 8^e session du Conseil intergouvernemental du programme MOST, qui se réunit du 16 au 18 juillet prochains, marquera une impulsion nouvelle. Or, les leçons que l'on peut tirer des activités en cours s'appliquent très directement aux questions de la jeunesse.

Emploi, santé, éducation, culture, mobilité, logement, vie familiale, droits fondamentaux, violence, environnement : il n'y a aucun problème qui préoccupe les jeunes qui ne soit en effet un problème pour tous. Aucune politique de développement qui puisse se faire sans eux. C'est pourquoi dans les tous prochains mois, en commun avec les États membres et les organisations de jeunesse, SHS élaborera une stratégie visant à soutenir la formulation des politiques de jeunesse.

« Comment inventer un monde meilleur quand 43 % des jeunes vivent avec moins de 2 dollars par jour ? »



Pierre Sané
Sous-Directeur général
pour les sciences sociales
et humaines



Afin de protéger l'environnement, *SHS Regards* est imprimé sur du papier à 80% recyclé.

SHS Regards est le nouveau nom de la *SHS Newsletter*. Ce bulletin d'information trimestriel présente divers aspects de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il est également disponible sous forme électronique (www.unesco.org/shs). Les articles peuvent être reproduits à condition qu'ils soient accompagnés de la mention « reproduit de *SHS Regards* » en précisant la date, le numéro et, le cas échéant, le nom de l'auteur de l'article. © UNESCO, 2007. ISSN 1819-9704.

Directeur de publication : Pierre Sané. **Rédactrice en chef :** Cathy Bruno-Capvert. **Comité de rédaction :** Mimouna Abderrahmane, Khaled Abu-Hijleh, Caroline Bacquet, Kristina Balalovska, Maria Boavida, Diana Body-Lawson, Séverine Calza, John Crowley, Jacqueline Groth, Irakli Khodeli, Jun Morohashi, Antoine Péroud, Simone Porges, Aurélie Thurin, Petra Van Vucht Tijssen, Rosemary Wiltshire-Romero.

Conception graphique et réalisation : Atelier Takavoïr + Hélène Kratz + Anne Drezner. **Illustrations :** Popay. **Impression :** OTT Imprimeurs, 2007.

Dans un monde soumis à des mutations fondamentales, la mission de « conscience » des Nations Unies, dévolue à l'UNESCO depuis sa création, apparaît plus importante que jamais. Comptant parmi les cinq programmes prioritaires de l'UNESCO, le **Programme sur l'Éthique des sciences et de la technologie, mis en œuvre par le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) de l'Organisation, vise à guider les progrès des sciences de la vie et le développement technologique par une réflexion éthique** qui tient compte du patrimoine culturel, juridique, philosophique et religieux des diverses communautés humaines. Par l'action normative, la sensibilisation, et le renforcement des capacités de ses États membres, l'UNESCO s'efforce ainsi de remplir son mandat d'organisation internationale « chef de file » des problèmes éthiques.

Bioéthique et droits humains : un défi pour les pays arabes

Dans le monde arabe, la promotion et la mise en œuvre de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme se concrétisent par quatre axes de travail.

Du 5 au 7 mai derniers, la première réunion des Comités nationaux de bioéthique du monde arabe s'est tenue au Caire (Égypte). Grâce à la coopération des bureaux régionaux de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des experts de tous les pays de la région ont analysé les différents enjeux de la bioéthique, ainsi que l'expérience des quelques Comités nationaux de bioéthique déjà institués.

Bel exemple d'échange international, cette réunion a également permis de souligner les approches différentes de la bioéthique selon qu'elle ne traite que de l'éthique de la recherche (optique de l'OMS) ou qu'elle s'élargit aux questions cliniques et aux enjeux du débat public. C'est cette dernière conception, énoncée dans la Déclaration universelle, que l'UNESCO s'efforce de promouvoir.

Dans cet esprit, la Commission nationale pour l'UNESCO d'Oman avait précédemment accueilli, les 27 et 28 novembre 2006, une réunion régionale d'experts en enseignement de l'éthique, avec des participants d'Arabie saoudite, d'Égypte, des Émirats arabes unis, de Jordanie, du Koweït, d'Oman et du Qatar. Les programmes d'ensei-

© Marie Petzold / OIM 2009 - MKW0027



Une grand-mère et son petit fils dans un hôpital koweïtien.

gnement présentés sont en cours de saisie dans l'Observatoire mondial de l'éthique (GEObs), ce système d'information mis en place sur le web par l'UNESCO afin de mettre les données concernant l'éthique à la libre disposition de tous.

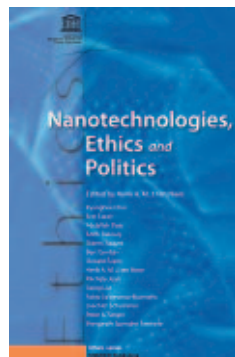
Avec l'objectif de promouvoir l'enseignement de la bioéthique, l'UNESCO a récemment conclu avec l'Arabie saoudite un protocole d'accord qui a donné lieu, en février 2007, à plusieurs séminaires dans des hôpitaux de Djedda et de Riyad. À Riyad, l'université de sciences sanitaires du Roi Saud Bin Abdulaziz a par la suite mis en place un comité consultatif sur les programmes afin d'élaborer les cursus de troisième cycle. Dès septembre 2007, un enseignement de bioéthique sera ouvert aux doctorants du Centre de recherches en sciences médicales et sanitaires, ainsi qu'à des étudiants d'autres pays de la région. La démarche bénéficiera du soutien technique de l'UNESCO, notamment pour la formation des enseignants. Par ailleurs, le bureau de l'UNESCO au Caire lancera prochainement un Centre régional d'information et de documentation qui, associé à GEObs favorisera la diffusion d'informations sur la bioéthique en langue arabe. ¶

OUTILS

Nanotechnologies, éthique et politiques

244 p., UNESCO 2007, 22 €
Présenté le 6 juin, lors d'un colloque organisé à Copenhague, par la Commission danoise pour l'UNESCO et la Fondation danoise pour la recherche, ce livre éclaire les implications éthiques et politiques des techniques émergentes. ¶

Pour le commander :
upo.vente@paris.unesco.org
(en anglais uniquement)



Pour plus d'informations, merci de contacter :
Henk ten Have, h.tenhaven@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 14

Les États interpellés sur leurs responsabilités

Contenu dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme, les principes de « consentement » et de « responsabilité sociale » en matière de santé sont à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB).

À trois mois de la prochaine session de la Conférence générale de l'UNESCO, le Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB) se réunit, pour la 5^e fois, les 19 et 20 juillet 2007, à Paris.

Créée en 1998, cette instance, composée des représentants de 36 États membres élus pour quatre ans, a comme mandat principal d'examiner les avis et recommandations du Comité international de bioéthique (CIB), pour sa part composé d'experts indépendants nommés par le Directeur général de l'UNESCO, à titre personnel.

Si l'UNESCO est ainsi doté de deux organes consultatifs en matière de bioéthique, ni le CIGB ni le CIB ne peuvent confirmer, l'un sans l'autre, la place qui leur revient sur la scène internationale en matière de bioéthique. Ces deux instances sont en effet complémentaires, l'une assurant le travail de réflexion de fond, l'autre constituant le relais de l'Organisation avec les décideurs et la société civile.

Débat sans tabou

C'est ensemble qu'elles contribuent à faire progresser la conscience du monde sur la nécessité de mettre les progrès de la recherche dans les sciences de la vie au service d'un développement respectueux de la dignité et de la liberté de la personne humaine. Et nul doute que la 5^e session du CIGB aura particulièrement à cœur de rappeler les urgences dans ce domaine.

Le CIGB se réunit, en effet, cette année, après que la 14^e session du CIB réunie au Kenya, du 17 au 19 mai derniers, a provoqué un débat sans tabou sur l'inégal accès aux progrès scientifiques, le scandale des déchets toxiques en Afrique, ou encore celui des multinationales pharmaceutiques qui effectuent des essais cliniques dans des pays

en développement sans informer correctement les volontaires sur les risques qu'ils encourent.

Depuis près d'un an, le CIB et ses groupes de travail explorent, en effet, deux principes énoncés dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2005 : celui portant sur le « consentement » (articles 6 et 7), et celui relatif au lien entre « responsabilité sociale et santé » (article 14).

Mesurant les difficultés auxquelles peut se heurter l'application pratique du principe de « consentement », le CIB a remis un rapport visant à soutenir et éclairer les actions que les États, les institutions et les citoyens ont engagées – ou envisagent d'engager – pour que le consentement d'une personne « à toute intervention médicale (...) ou à des recherches scientifiques » soit l'expression de sa liberté.

Appelés à se pencher, en juillet, sur les conclusions des travaux de Nairobi, les représentants des 36 gouvernements composant le CIGB devraient étudier les modalités pour traduire cette recommandation en actions concrètes.

Les opinions et propositions qu'ils transmettront ensuite au Directeur général, afin que ce dernier les transmette à la Conférence générale d'octobre 2007, sont d'autant plus attendus que, s'agissant de « la responsabilité sociale » en matière de santé, le CIB a confirmé que l'introduction de cette notion,



Les experts mettent en garde sur les politiques de brevet.

comme principe fondateur de la bioéthique, est une contribution majeure de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme.

En approfondissant l'examen de ce principe au croisement d'importantes questions politiques, économiques et sociales, les experts ont insisté sur le fait qu'il ouvre la voie à un nouvel agenda de la bioéthique au niveau international, mettant notamment en garde sur les politiques de brevet en matière de génétique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Sabina Colombo, s.colombo@unesco.org,
tél. : + 33 1 45 68 38 03

Éthique : 1^{er} Forum d'État à Porto Alegre

Alors que le District fédéral du Brésil compte déjà une Chaire de bioéthique très active en Amérique latine, l'État de Rio Grande do Sul a accueilli, le 22 mai 2007, le 1^{er} Forum d'État sur l'éthique des sciences. Organisé par l'École de Santé Publique de Porto Alegre et l'UNESCO, ce Forum s'est ouvert en présence de Osmar

Terra, secrétaire à la Santé de l'État de Rio Grande do Sul, et a permis de débattre autour de deux conférences : « La bioéthique et la complexité » et « Les conflits moraux et les droits humains ». ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Marlova Jovchelovich
Noletto, marlova.noletto@unesco.org.br,
tél. : +55 61 2106 35 18

Un centre bioéthique inauguré au Kenya

Le premier centre de bioéthique créé en Afrique, à l'initiative de l'UNESCO, a été inauguré, en mai 2007, au Kenya, lors d'une cérémonie organisée en parallèle de la 14^e session du CIB. Sur un continent où se pose avec acuité la question du partage des bénéfices des progrès scientifiques, ce centre, établi au sein de

l'Université publique d'Egerton, à 170 km à l'ouest de Nairobi, entend assurer la mise en place d'un cadre éthique au développement de la bioéthique dans la région. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
John Nkinyangi,
j.nkinyangi@unesco.org,
tél. : +254 20 762 12 44

Dans un monde soumis à des mutations fondamentales, la mission de « conscience » des Nations Unies, dévolue à l'UNESCO depuis sa création, apparaît plus importante que jamais. Comptant parmi les cinq programmes prioritaires de l'UNESCO, le **Programme sur l'Éthique des sciences et de la technologie, mis en œuvre par le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) de l'Organisation, vise à guider les progrès des sciences de la vie et le développement technologique par une réflexion éthique** qui tienne compte du patrimoine culturel, juridique, philosophique et religieux des diverses communautés humaines. Par l'action normative, la sensibilisation, et le renforcement des capacités de ses États membres, l'UNESCO s'efforce ainsi de remplir son mandat d'organisation internationale « chef de file » des problèmes éthiques.

Jouir du progrès scientifique : un droit « sous-développé »

Le droit de tous de profiter des progrès scientifiques était à l'ordre du jour d'une réunion d'experts organisée, en juin, à Amsterdam.

L'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme avait, pour la première fois, déclaré le droit pour tous de prendre part à l'avancée de la science et de bénéficier de ses retombées. Mais en quoi ce droit consiste-t-il ? Quels obstacles en limitent la jouissance et quelles questions éthiques soulève-t-il ? Telles étaient les questions soulevées lors d'une réunion d'experts à Amsterdam (Pays-Bas), les 7 et 8 juin 2007.

Organisée conjointement par l'UNESCO, le Centre de droit international d'Amsterdam et le Centre irlandais des droits de l'Homme, la manifestation rassemblait chercheurs, experts et représentants du système des Nations Unies, qui se sont efforcés de clarifier le droit de jouir des fruits de la science et d'en faciliter la mise en œuvre.

L'évolution scientifique et technologique touche, en effet, profondément tous les domaines de la vie humaine. Un exemple ? L'élaboration de vaccins contre des maladies comme la variole ou la polio a sauvé des milliers de vies et contribué de manière décisive à l'accroissement de l'espérance de vie... mais pas pour tous !

Pour ceux qui vivent dans la pauvreté, de tels bienfaits restent hors d'atteinte. Non seulement dans les pays en développement, mais dans tous les pays, savoirs et technologies ne sont souvent accessibles qu'à quelques uns : ceux que l'éducation a dotés des moyens de se les approprier ; ceux que le marché a dotés des moyens d'en acheter les produits.

À n'en pas douter, le partage des retombées du progrès scientifique conditionne la réalisation des droits humains dans de nombreux domaines (niveau de vie, santé, éducation, information, alimentation...). L'accessibilité des savoirs est également étroitement liée à la protection de la propriété intellectuelle. Enfin, toute avancée des savoirs ne constitue pas forcément un « progrès » pour l'humanité. La recherche scientifique peut ainsi avoir des retombées négatives qui exigent une réflexion éthique (élaboration d'armes plus « performantes », médicaments insuffisamment évalués, organismes génétiquement modifiés...).

Depuis la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le droit au bénéfice du progrès scientifique a été repris dans le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (article 15 § 1 b), et réaffirmée dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme (article 15). Pourtant, de l'avis général, il s'agit d'un droit encore « sous-développé », qui est insuffisamment analysé et peu traité dans les rapports soumis par les États au Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels. Lacunes que la réunion d'Amsterdam se proposait, à son niveau, de commencer à combler. ¶

Konstantinos Tararas et Vladimir Volodine

La Grèce accueille un symposium sur la science et les valeurs humaines

Le 2^e symposium international sur les valeurs universelles organisé par l'académie d'Athènes a rassemblé des représentants des académies de sciences du monde entier, du

2 au 4 mai 2007. Les conférenciers ont insisté sur la nécessité de promouvoir des valeurs telles que l'intégrité et la générosité dans le partage des idées et des résultats,

sans lesquelles tout effort scientifique resterait vain. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Henk ten Have,
h.tenhave@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 14



Un enfant prématuré à l'hôpital de Hué (Vietnam).

Dick Wathika : le racisme

De l'urgence d'endiguer la pandémie de VIH/Sida en Afrique au défi du développement économique et social du continent, en passant par l'enjeu de donner plus de pouvoirs aux femmes, le maire de Nairobi (Kenya) confie à *SHS Regards* sa vision du combat menée par la toute jeune Coalition africaine des villes contre le racisme et les discriminations.

Lancée en septembre 2006, la Coalition africaine des villes contre le racisme a désigné non pas une mais quatre villes comme « chefs de file » pour piloter ses initiatives à travers le continent : Nairobi pour l'Afrique de l'Est, Bamako pour l'Afrique de l'Ouest, Durban pour l'Afrique australe et Kigali pour l'Afrique centrale. Pour quelles raisons ?

Les formes spécifiques que revêtent les attitudes discriminatoires peuvent trouver leur origine dans l'histoire et être influencées par le contexte social d'ensemble qui caractérise telle ou telle région. C'est précisément cette considération qui a dicté la répartition du *leadership* en matière de lutte contre les discriminations entre ces quatre villes africaines. Depuis, nous avons décidé d'assigner également un rôle de « chef de file » à la ville de Cotonou pour l'Afrique centrale. Il y a donc désormais 5 villes « chefs de file » qui se sont engagées à jouer, chacune, un rôle de premier plan et à travailler ensemble pour lutter contre les discriminations et le racisme en Afrique.

J'ai remarqué, par exemple, qu'à Nairobi l'un des problèmes majeurs est la discrimination à l'égard des élèves du primaire de certaines appartenances religieuses. De nombreuses écoles privées admettent seulement des catholiques, d'autres accueillent uniquement des protestants alors que d'autres ne sont ouvertes qu'aux musulmans ou aux hindous, etc. Une telle politique crée des divisions nuisibles dans la vie de la cité et de ses jeunes habitants, les empêchant de grandir ensemble au sein d'une seule et même communauté. Les préjugés basés sur les revenus constituent un obstacle supplémentaire à l'établissement d'une solidarité durable entre les habitants de nos villes. Au Kenya par exemple, un autochtone dont l'allure ne correspond pas à une certaine image préconçue de la richesse peut fort bien se voir refuser des services par un hôtel.

D'autres problèmes transcendent les frontières urbaines, nationales et régionales. L'un des principaux défis de ce type auquel nous sommes tous confrontés en Afrique est la question du VIH et du Sida. Alors même que nos sociétés sont profondément ébranlées par l'épidémie, celle-ci reste un sujet tabou. Les personnes vivant avec le VIH/Sida sont les victimes de préjugés nés de l'ignorance et de la peur. Une telle situation augmente les risques d'infection par le virus, auxquels tout le monde est exposé, car les personnes contaminées évitent de s'adresser aux services sociaux et sanitaires pour obtenir un diagnostic, des

informations et des conseils. Briser le silence et mettre fin à la stigmatisation qui entoure cette maladie est un objectif qui fait désormais partie intégrante de la lutte contre l'épidémie. La Coalition, elle aussi, en a fait l'une de ses principales missions.

Les principes de la dignité humaine et de l'égalité sont inscrits dans différents instruments juridiques qui confient la responsabilité principale de la promotion de ces principes aux pays signataires. Dès lors, pourquoi une coalition des villes ?

Pourquoi des villes ? Parce que les autorités municipales sont celles qui, à l'échelon local, dialoguent au quotidien avec la population. Notre coalition entend commencer par rassembler des grandes villes avant d'élargir par la suite le réseau en intégrant des municipalités, villes et centres urbains de plus petite taille. Les responsables politiques de ces collectivités savent mieux que les instances nationales quand et comment les habitants sont victimes de discriminations, et quels sont les moyens disponibles pour protéger les droits de leurs concitoyens.

Pourquoi cette coalition ? Parce que les problèmes peuvent s'avérer considérables lorsqu'on est seul à y faire face. Mais si l'on se joint à ses voisins, qui rencontrent eux aussi les mêmes difficultés, pour rechercher ensemble des solutions, alors on augmente ses capacités de part et d'autre et les problèmes deviennent plus gérables. Au sein du village planétaire, la Coalition s'efforce de partager les expériences à travers une collaboration étroite et efficace, de s'inspirer des meilleures pratiques et d'affronter de concert les problèmes que chacun de ses membres, pris individuellement, ne pourrait surmonter avec ses seuls moyens. ➡



Dick Mwangi Wathika

Comptable de formation, Dick Mwangi Wathika a été élu maire de Nairobi en juillet 2004, et réélu en 2006 pour un deuxième mandat qui devrait s'achever à la fin de l'année 2007. Activement impliqué dans la gestion de la cité kenyane depuis son élection en 1992 comme conseiller de Maringo Ward, il a assumé la présidence de divers commissions au sein du Conseil municipal de Nairobi, et notamment celles chargées de l'audit (1998), de l'eau et du système d'égouts (1999), de la planification (2000) et des finances (2001). ¶

freine le développement

↳ La solidarité, la tolérance et le multiculturalisme représentent des valeurs intrinsèquement positives. Pensez-vous que ces principes peuvent aider à résoudre d'autres questions urgentes, telles que la réalisation du développement durable ou l'intégration régionale en Afrique ?

Absolument, et avant tout parce qu'ils favorisent la cohésion sociale. Dans toute société quelle qu'elle soit, le développement économique collectif est la résultante des actions et des motivations des individus. Lorsque les citoyens ont le sentiment qu'ils sont tous protégés au même titre contre les discriminations et qu'ils bénéficient donc de l'égalité des chances en vertu de la loi, cela les incite à coopérer et à contribuer au développement de la collectivité. Mais lorsque les citoyens se trouvent marginalisés au sein de groupes qui font l'objet d'une discrimination fondée sur la race, la nationalité, le sexe ou l'état de santé, ils sont moins à même d'intervenir comme des membres à part entière de la société et de contribuer à son développement.

Dans le contexte d'une discrimination généralisée, la crainte de la xénophobie et de la violence empêche les acteurs individuels d'investir de façon optimale et d'explorer les possibilités commerciales dans des régions autres que celle à laquelle ils appartiennent. Le but de notre Coalition est donc de promouvoir le développement économique et l'intégration régionale en aidant les sociétés à s'ouvrir et en favorisant la tolérance et la coexistence pacifique.

« Le but de notre coalition est d'aider les sociétés à s'ouvrir »

Les femmes, qui représentent un groupe de population important, n'en sont pas moins sujettes à de nombreuses formes de discrimination, depuis les inégalités structurelles jusqu'à la violence manifeste. Pensez-vous que votre initiative fera avancer le combat des femmes africaines pour l'égalité entre les sexes ?

Dans de nombreuses sociétés africaines, les femmes n'ont pas les moyens de participer aux processus décisionnels importants et n'ont guère voix au chapitre lorsqu'il s'agit d'améliorer leur condition. Traditionnellement, la promotion de la femme est la responsabilité des hommes. Cet état de choses résulte dans une large mesure de notre mode de socialisation qui, malheureusement, soumet les femmes à une forte discrimination, en leur assignant, dans la société, une place et un statut inférieurs à ceux des hommes. Pourtant, lorsque les femmes, en raison de facteurs structurels, ne sont pas en mesure de réaliser pleinement tout leur potentiel, c'est l'ensemble de la société qui en pâtit.



© C. Bruno-Capwert / UNESCO

Entretien

La Coalition s'efforcera d'ouvrir les sociétés africaines afin qu'un débat public s'instaure sur l'intérêt que présentent, pour l'ensemble de la société, l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes et afin de susciter une plus grande prise de conscience à ce sujet. Je pense qu'il faut changer la façon dont les enfants sont socialisés, en s'attaquant ainsi aux racines profondes de la discrimination, et c'est en agissant sur ce terrain-là que notre Coalition contribuera le plus puissamment à promouvoir l'égalité entre les sexes.

Y aura-t-il, de la part des villes africaines, une volonté politique durable de renforcer et d'élargir la Coalition existante ?

Oui, cette volonté politique s'inscrit dans le long terme. Aujourd'hui, grâce aux technologies modernes de l'information et de la communication, la Coalition peut être d'une grande efficacité pour donner aux individus les moyens d'exiger la réalisation de leurs droits. Dans un environnement où les citoyens connaissent leurs droits, les politiciens qui aspirent à occuper une fonction électorale, quelle qu'elle soit, ne pourront se soustraire à l'obligation de démontrer à leurs électeurs qu'ils ont fait mieux que leurs rivaux pour protéger les droits humains dans leur communauté. Nous verrons les questions du racisme et des discriminations figurer en bonne place dans le débat politique et devenir incontournables pour ceux qui prétendent au *leadership*. ¶

Propos recueillis par Irakli Khodeli

Face aux discriminations, l'alliance des villes se poursuit

D'Est en Ouest, les municipalités sont toujours plus nombreuses à répondre à l'appel de l'UNESCO en faveur de coalitions régionales contre le racisme.

Asie-Pacifique

À quelques mois du lancement officiel de la Coalition des villes contre le racisme et les discriminations de l'Asie et du Pacifique, Phnom Penh (Cambodge) devait accueillir, les 5 et 6 juin derniers, la première réunion de travail du Comité directeur par intérim de ce nouveau réseau régional.

À l'ordre du jour : la promotion du projet auprès de toutes les communes de la région et, bien évidemment, le lancement officiel de cette nouvelle coalition, prévu en octobre prochain, à l'occasion du Congrès mondial des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), qui se tiendra sur l'île de Jeju, en République de Corée.

Les Commissions nationales pour l'UNESCO de toute l'Asie et du Pacifique devraient être étroitement associées à la préparation de cet événement par la section Asie-Pacifique du CGLU, qui ne relâche pas ses efforts pour mobiliser autour de ce projet.

Ainsi, après avoir invité l'UNESCO à présenter les principes des coalitions régionales des villes contre le racisme et les discriminations, lors de son 4^e conseil régional, organisé à Batam (Indonésie), en avril dernier, le CGLU-ASAP invite, sur son site internet, l'ensemble de ses membres à se joindre à cette initiative afin de créer une large plateforme d'échange de pratiques en matière d'intégration sociale des populations de diverses origines culturelles et ethniques.

Amérique du Nord

Quelques jours avant la réunion de Phnom Penh, à des milliers de kilomètres du Cambodge, une autre coalition régionale avançait.

Le 1^{er} juin dernier, une rencontre pancanadienne était en effet organisée, à Calgary, dans le cadre de l'Assemblée générale de la Fédération canadienne des municipalités.

Cette réunion devait notamment offrir l'occasion de faire le point sur les débats en cours au sein de la Coalition des municipalités canadiennes, qui a récemment mis en lumière « le rassemblement de municipalités autour de mesures propres à promouvoir l'égalité sur le marché du travail ».

Lors d'un atelier organisé, en mars dernier, à Toronto, pendant la 9^e Conférence nationale annuelle de Metropolis, deux engagements principaux, soumis par la Coalition canadienne, avaient été particulièrement débattus : celui visant à « respecter l'égalité des chances en qualité d'employeur municipal, de fournisseur de service et d'entrepreneur » (n°5) et celui visant à « appuyer des mesures en vue de promouvoir l'équité sur le marché du travail » (n°6).

Les participants à cet atelier avaient alors insisté sur le besoin de faciliter les coopérations et les partenariats entre les municipalités dans le but de renforcer la capacité de la société à protéger et à promouvoir les droits de la personne, à travers la coordination et le partage de responsabilités entre gouvernements locaux, organisations de la société civile et autres institutions démocratiques.

Europe

Sans s'être concertée avec le réseau canadien, la Coalition européenne des villes insistait, quasiment au même moment, sur le besoin de mise en synergie des différents acteurs de la lutte contre le racisme sur le terrain. Première à avoir vu le jour, la Coalition européenne tenait, du 10 au 12 mai 2007, sa 1^{re} Conférence générale à Nuremberg (Allemagne), en présence de plus que 120 municipalités, de représentants de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, ainsi que de nombreux partenaires de la société civile.

À cette occasion, les 67 municipalités aujourd'hui membres de ce réseau – qui représentent pas moins de 15 pays d'Europe – ont réaffirmé leur engagement collectif en faveur de la lutte contre toutes les formes de discrimination. Mais elles ont surtout insisté sur la nécessité de travailler en étroite coopé-



Une rue de Phnom Penh, au Cambodge.

ration avec l'ensemble des acteurs de la société civile, notamment la jeunesse, le secteur privé et les médias, pour développer la coalition et faire en sorte que les initiatives de cette dernière prennent corps sur le terrain. Y compris sur le terrain sportif.

Une rencontre intitulée « L'heure de se faire des amis » était, en effet, co-organisée par l'Académie allemande pour la culture du football et la Ville de Nuremberg. Autour du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le racisme, des journalistes, des responsables de la ligue allemande de football (DFL) et de l'Association allemande de football (DFB), des entraîneurs et même d'anciens joueurs de l'équipe nationale allemande de football ont ainsi pu échanger sur le racisme et les violences dans les stades. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Jun Morohashi, j.morohashi@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 44 62

Erratum n°16

Une erreur s'est glissée dans l'article sur le 21 mars 2007 : au Canada, la campagne d'affichage contre les discriminations n'a pas été réalisée par l'Alliance

Jeunesse-Famille de l'Alberta Society mais dans le cadre de la semaine d'action contre le racisme de la ville de Montréal. ¶

OUTILS

Les Plans d'actions contre le racisme pour l'Afrique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes viennent d'être publiés. Dans le cadre de sa stratégie visant à établir un réseau international de villes intéressées par l'échange d'expériences pour améliorer leurs politiques de lutte contre le racisme et les discriminations, l'UNESCO a lancé,



à l'automne 2006, deux nouvelles coalitions régionales : l'une pour l'Afrique et l'autre pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Chacune d'entre elles a établi un Plan d'actions en 10 points, tenant compte des particularités de ces régions. Ces deux documents sont désormais disponibles en anglais et en français s'agissant de l'Afrique, et en anglais et en espagnol pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. ¶

Pour commander ces brochures, merci de contacter :
Marcello Scarone Azzi,
m.scarone@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 41 96

OUTILS

Le rapport de la conférence de Bangkok relative à la Coalition des villes contre le racisme et les discriminations en Asie-Pacifique est désormais disponible. C'est lors de la « Conférence régionale des villes pour une société urbaine d'intégration », tenue en août 2006 à Bangkok (Thaïlande), sous l'égide de

l'Administration métropolitaine de Bangkok et de l'UNESCO, que la Coalition des villes contre le racisme et les discriminations en Asie et dans le Pacifique a été officiellement annoncée. Rendant compte des débats qui ont eu lieu ce jour là, le rapport de cette conférence vient d'être publié en anglais sous le titre *Report regarding the Regional Conference of Cities For an Inclusive Society in Asia and the Pacific.* ¶

Pour se procurer ce document, merci de contacter :
Sarinya Sophia,
s.sophia@unesco.org,
tél. : +66 2 3910550 Ext. 144



Sécurité humaine et paix : mobilisation à Bangkok

À l'issue d'une rencontre organisée par l'UNESCO, les formateurs universitaires de 8 pays d'Asie et du Pacifique ont créé un réseau pour mieux faire partager les enjeux sous-tendus par le concept de sécurité humaine.

Un atelier régional de formation sur la sécurité humaine et sur la paix s'est tenu à la Ruamrudee International School de Bangkok (Thaïlande) du 12 au 16 mars 2007. Rassemblant 17 participants de huit pays (Chine, Corée, Japon, Malaisie, Sri Lanka, Îles Salomon, Thaïlande, Vietnam), cette rencontre avait pour objectif d'intégrer les questions de sécurité humaine et de paix dans les programmes universitaires afin d'y sensibiliser durablement les étudiants.

Neuf spécialistes y ont effectué des présentations sur différents aspects de la sécurité humaine et de la paix, entendues de manière large. Il s'agissait, en effet, de favoriser la prise en compte de ces enjeux au-delà des seuls cursus de sciences humaines et sociales, en mettant notamment l'accent sur la place que ces sujets pourraient prendre dans l'enseignement scientifique et technique.

Colloque régional en 2008

Après une introduction aux concepts de sécurité humaine, de paix, d'éthique et de lutte contre le racisme et les discriminations, l'atelier de Bangkok a ainsi permis d'échanger plus largement sur la sécurité et l'éthique environnementales, ainsi que sur les questions politiques, alimentaires et économiques.

À l'issue des débats, les huit pays représentés ont décidé de créer « le Réseau sur la sécurité humaine et la paix des formateurs universitaires en Asie-Pacifique ». Pour en favoriser la mise en place, le bureau de l'UNESCO à Bangkok s'est engagé à soutenir la préparation de matériels pédagogiques sur la sécurité humaine qui seront mis à l'essai pendant un semestre. Des séminaires multinationaux au Sri Lanka, en Malaisie, aux Îles Salomon, en Chine, en Ouzbékistan et en Thaïlande, suivis d'un colloque régional en 2008, permettront ensuite d'évaluer et d'élargir le programme d'enseignement.

Le double accent mis sur la formation et sur les échanges entre établissements d'enseignement supérieur devrait ainsi favoriser la diffusion du concept de sécurité humaine et de ses implications, à la fois au sein de la jeunesse et chez les décideurs politiques, avec une ambition : celle de contribuer à la compréhension mutuelle et au respect de la diversité, à la solidarité et à l'empathie, à la dignité et à la responsabilité humaines, à la médiation et à la résolution des conflits, ainsi qu'au développement durable.

S'inscrivant dans le projet « Unis pour la paix en Asie-Pacifique », l'atelier était organisé conjointement par l'Unité régionale pour les sciences sociales et humaines en Asie-Pacifique (RUSHSAP), le bureau de l'UNESCO à Bangkok, le Rotary Center for Peace and Conflict Studies, l'université Chulalongkorn en Thaïlande et la Ruamrudee International School. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Sarinya Sophia, s.sophia@unesco.org,
tél. : + 66 2 3910550 Ext.144



Les participants à l'atelier régional organisé en mars 2007.

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. » Cette conviction, inscrite dans l'Acte constitutif de l'UNESCO confère à l'Organisation une fonction de veille intellectuelle, éthique et stratégique que le Secteur des sciences sociales et humaines s'efforce de renforcer, en favorisant le rôle de Forum et de « laboratoire d'idées » de l'Organisation. À travers la production et la diffusion d'études prospectives, le soutien à la recherche et à l'enseignement de la philosophie, l'organisation de la Journée mondiale de la philosophie ou encore le développement de conférences favorisant le dialogue entre les civilisations, l'UNESCO entend ainsi contribuer à une meilleure prise en compte des sciences humaines et de la réflexion philosophique comme « une école de la liberté » sans laquelle il n'est pas de compréhension ni de respect mutuels.

Création d'un réseau mondial

Le 8 mars 2007, près de 25 femmes philosophes et de nombreux ambassadeurs auprès de l'UNESCO ont annoncé la création d'un réseau international permettant à la diversité des femmes philosophes d'exprimer leurs points de vue sur une multitude questions.

Un réseau international de femmes philosophes a été officiellement lancé par l'UNESCO, le 8 mars dernier, à l'occasion d'une séance de travail à laquelle ont participé près de 25 femmes philosophes de renom, dans le cadre des célébrations de la Journée internationale de la femme.

Les témoignages des ces philosophes et les questions soulevées par leurs échanges n'ont pas manqué de confirmer l'utilité d'une telle plateforme. Si cette première rencontre a, en effet, permis d'approcher les contraintes qui se sont imposées aux femmes philosophes, à travers le temps – pour diverses raisons et dans des contextes socioculturels très différents –, elle a surtout révélé les possibilités offertes par une action d'envergure internationale.

Un outil rassembleur

Ainsi, nombre de thématiques ont été évoquées comme autant de territoires à explorer et/ou à réexplorer, parmi lesquelles : la contribution des femmes philosophes à un réexamen critique de l'histoire de la philosophie ; leur ouverture à une pluralité de domaines, notamment la politique, la littérature et les arts, ayant pour résultat un décloisonnement de la pratique de la philosophie et des articulations innovatrices entre différents domaines de recherche ; la généalogie des sexes ; la compréhension des difficultés que la démocratie peut rencontrer face à la différence des sexes ; le travail nécessaire sur les mots et la langue, sur la différence des disciplines, sur les genres littéraires ; l'importance des politiques culturelles ; le rôle du genre dans le rapport à la rationalité ; la place des femmes dans l'enseignement philosophique à tous les niveaux ; ou encore l'instruction et l'alphabétisation des femmes.

« Le réseau sera ce que nous en ferons »

La notion d'universel a aussi été interrogée, plusieurs participantes ayant souligné l'importance de mondialiser réellement le soi-disant « universel de la raison », qui, selon elles, est un acquis récent, loin d'être partagé dans tous les pays. De fait, refusant de se limiter aux thèmes liés au genre dans lesquels on pourrait vouloir le cantonner, ce réseau international de femmes philosophes entend être un outil rassembleur permettant à ces dernières d'offrir au monde la diversité de leurs points de vue sur une multitude questions. ➔



Près de 25 femmes philosophes et de très nombreux ambassadeurs ont participé au lancement du réseau.



Elles auront été les premières :

Sylviane Agacinski ; Séverine Auffret ; Françoise Balibar ; Hourya Catherine Champniers ; Gaëlle Bernard ; Tanella Boni ; Christine Buci-Gluksmann ; Barbara Cassin ; Monique David-Menard ; Nicole Dewandre ; Marie-Josèphe Dhavernas ; Cynthia Fleury ; Geneviève Fraise ; Christine Goeme ; Catherine Halpern ; Annie Ibrahim ; Francesca Isidori ; Catherine Kintzler ; Chantal Moubachir-Genin ; Ariane Poulantzas ; Benis Sinaceur ; Elisabete Thamer.



© UNESCO

Au micro,
la philosophe française
Sylviane Agacinski.

al de femmes philosophes

➔ Comme l'a souligné Barbara Cassin, co-animatrice de cette rencontre avec Moufida Goucha, Chef de la Section sécurité humaine, démocratie et philosophie de l'UNESCO, « le Réseau sera ce que nous en ferons ». Il s'agira aussi bien de mettre en valeur la diversité des origines et des parcours des participantes, que de s'appuyer sur les possibilités d'action qu'offrent les différents domaines de compétence de l'UNESCO, en matière d'éducation, de sciences naturelles, de sciences sociales et humaines, de culture ou encore de communication et d'information.

Des États très intéressés

Ce réseau de femmes philosophes sera donc désormais particulièrement impliqués dans l'ensemble des activités initiées tant par l'UNESCO que par ses nombreux partenaires, à commencer par les centaines de manifestations organisées, chaque année, sur tous les continents, pour célébrer la Journée mondiale de la philosophie, les Dialogues Philosophiques interrégionaux et les actions en faveur de la promotion de l'enseignement de la philosophie à travers le monde.

Grâce aux très nombreuses réponses reçues, suite à l'appel lancé pour la constitution de ce réseau, la liste de ses membres s'allonge chaque jour davantage.

Et la présence, lors de son lancement, le 8 mars dernier, de très nombreux ambassadeurs auprès de l'UNESCO, parmi lesquels ceux du Chili, du Guatemala, du Royaume du Maroc, mais également de l'Iran, de la République Dominicaine, du Gabon et de Maurice – dont certains sont aussi responsables des groupes Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Afrique, ainsi que du Groupe des femmes ambassadeurs auprès de l'UNESCO – confirme le vif intérêt porté par les États membres de l'Organisation à cette initiative.

Très prochainement, une deuxième réunion sera convoquée afin de tracer des lignes de travail et d'action. ¶

Pour plus d'informations et pour soumettre des noms de femmes philosophes intéressées à prendre part au Réseau, merci de contacter : La Section Sécurité humaine, démocratie et philosophie, philosophy&humansciences@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 52

ZOOM



© UNESCO Beijing

Concours d'essais philosophiques sur les Jeux Olympiques de Beijing

Au moins 10 étudiants de l'Université Normale de la Capitale (CNU) de Beijing (Chine) se souviendront du 23 mars 2007. Ils ont été désignés comme les 10 meilleurs écrivains sur le sujet « l'importance sociale, politique et culturelle des Jeux Olympiques de Beijing ». Une cérémonie de remise des prix a été organisée par l'université. Tous les gagnants ont reçu un certificat et ont exposé leurs essais. Les présentations étaient commentées par une équipe de professeurs et suivies par un débat. La cérémonie était la conclusion d'un projet réalisé par l'UNESCO en coopération avec le Centre de philosophie politique de l'Université Normale de la Capitale de Beijing. L'idée sous-jacente était de stimuler chez les étudiants la réflexion critique sur une conception humaniste des jeux olympiques, les valeurs de l'ONU et le développement d'un monde harmonieux, tout en mettant l'accent sur le rôle important que le sport, les hommes et les institutions peuvent jouer en faveur du respect, de la protection et de

la promotion des droits humains. Un concours de rédaction a été organisé pour analyser leurs points de vues sur l'importance des prochains Jeux Olympiques de Beijing en 2008, et sur la manière dont la Chine se présentera au reste du monde durant ces Jeux. Plus que 250 étudiants chinois et non-chinois, issus de la Faculté de Droit et Sciences Politiques et de la Faculté d'Histoire et de Littérature du CNU, ont participé au concours. Selon les professeurs de l'université, cet événement a été un succès. Les étudiants, enthousiastes, ont écrit des essais intéressants démontrant clairement leur prise de conscience des valeurs humanistes sous-jacentes à toute compétition sportive, et plus particulièrement aux Jeux Olympiques. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Karin Czermak, k.czermak@unesco.org, tél. : +86-10-6532 7684 ext. 158

Dossier

Ce dossier a été réalisé par la Section pour la jeunesse, l'éducation physique et le sport. Pour plus d'informations, merci de contacter : Jacqueline Groth, j.groth@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 17 09



www.unesco.org/youth

Sur le site web du programme Jeunesse du Secteur des sciences sociales et humaines, on trouvera les versions intégrales des réponses à la question posée dans ce dossier, ainsi que toutes les contributions reçues et qui, faute de place, n'ont pu être publiées.

Également en ligne, des statistiques, des informations utiles sur la stratégie de l'UNESCO avec et pour les jeunes, ainsi que les références de nombreux outils et publications.

Source des statistique : *Les jeunes aujourd'hui, et en 2015*, Rapport mondial de la jeunesse, 2005, Nations Unies (Département des affaires économiques et sociales)

Jeunes : le monde ne se fera pas sans eux

Convaincue que les jeunes ne sont pas seulement les bâtisseurs de demain mais avant tout des acteurs du présent, l'UNESCO a fait, depuis longtemps, une priorité de la participation des jeunes aux choix qui les concernent et ce d'autant que, dans moins de vingt ans, 9 jeunes sur 10 vivront dans des pays en voie de développement. Unique en son genre, au sein du système des Nations Unies, le Forum des jeunes de l'UNESCO, créé en 1999, fait ainsi partie intégrante des travaux de la Conférence générale de l'Organisation.

En choisissant, récemment, de rapprocher ses activités liées à la jeunesse de son programme sur les sciences sociales et humaines, l'UNESCO vient de franchir une nouvelle étape. Par cette approche, elle entend non seulement permettre aux jeunes de se doter des outils qui les aideront à développer leurs potentiels, mais aussi contribuer à l'élaboration de politiques publiques qui prennent davantage en considération les besoins des groupes de jeunes les plus marginalisés. Quelques exemples dans ce dossier...



L'urgence d'agir avec et pour les jeunes

Alors que les 15-24 ans constituent la catégorie de la population qui doit aujourd'hui affronter les plus fortes incertitudes générées par la mondialisation, le programme de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines entend, notamment, aider les jeunes et les décideurs politiques à mieux préparer l'avenir.

S'il est plaisant de croire que « la jeunesse c'est dans la tête », comme l'affirmait un ancien président français en assurant « Quand on est jeune, c'est pour la vie »¹, chacun sait que la réalité est tout autre. À commencer par les démographes et les statisticiens. Pour les Nations Unies, la jeunesse se situe entre 15 et 24 ans. Une période relativement courte pour une tranche d'âge toujours plus nombreuse. Comptant, aujourd'hui, près de 1,2 milliard de jeunes, la planète devrait, en effet, compter, en 2025, pas moins de 72 millions de jeunes supplémentaires. De fait, la jeune génération actuelle est la plus large que l'Histoire ait connue. Mais malgré la hausse considérable du nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans, le monde vieillit. Représentant 20 % en 2005, la part de la jeunesse dans la population

mondiale diminue régulièrement. Reste que « être jeune », en ce début de 3^e millénaire, est radicalement différent de ce que cela était une ou deux générations auparavant. Dans l'ensemble, les jeunes d'aujourd'hui prennent ainsi plus de temps que leurs parents pour se préparer à leur vie d'adulte. Ils sont plus susceptibles d'aller à l'école, mais aussi d'intégrer le monde du travail, de se marier et d'avoir des enfants plus tardivement. Ils ont également de plus fortes chances de profiter de leur vie d'adulte en bonne santé. Ces données générales ne représentent cependant qu'une moyenne, car, au vu des réalités largement disparates entre les régions, et au sein même des pays, l'expérience d'« être jeune », varie énormément dans le contexte de la mondialisation actuelle.

Les expériences des jeunes sont, en effet, largement conditionnées par leur environnement (urbain ou rural), et par le degré d'exposition à certains risques et stigmatisations, qui dépendent de leur sexe, de leur lieu de résidence, du contexte socioculturel, des conditions économiques et de leur situation familiale. Selon le *Rapport mondial des Nations Unies sur la jeunesse 2005*, près de 85 % de la jeune génération vivent, aujourd'hui, dans les pays en voie de dévelop- ➔

43 %

de la jeunesse mondiale vivent avec moins de 2 dollars us par jour, dont une majorité en Asie du Sud, puis en Afrique sub-saharienne

↳ -pement et ce sera le cas pour 9 jeunes sur 10 d'ici 2025 (89,5 %). Seront-ils les forces vives de l'essor économique, social et culturel de ces pays ? Le même rapport révèle que 209 millions de jeunes (sur)vivent avec moins de 1 dollar US par jour et 515 millions avec moins de 2 dollars. Autrement dit, la moitié de la jeunesse mondiale est aujourd'hui en situation de pauvreté. Comment ne pas s'inquiéter ? Au Nord comme au Sud, chacun s'accorde par ailleurs à reconnaître que, plus que tout autre groupe social, les jeunes affrontent les incertitudes générées par la mondialisation économique et culturelle. Alors que la transition vers la vie d'adulte – qui définit la nature de la vie des jeunes plus tard – peut être une vraie période d'opportunités et de progrès, elle est aujourd'hui plus hasardeuse pour la plupart d'entre eux et présente plus de défis que jamais.

Dans le même temps, les jeunes sont des acteurs majeurs dans tous les aspects du développement, et leur énergie, leur motivation et leurs points de vue sont des qualités essentielles pour mettre en marche un changement social positif. Depuis peu, on constate ainsi une reconnaissance accrue de la nécessité de placer les 15-24 ans au centre de l'agenda du développement. Beaucoup de chemin reste, cependant, à parcourir pour s'assurer que les jeunes ne sont pas seulement « pris en compte », mais se voient offrir également la possibilité de participer à la prise de décision et à l'action à tous les niveaux, en tant que partenaires à égalité. Leur participation aux choix qui les concernent s'avère d'autant plus impérieuse que les transformations sociales en cours peuvent avoir sur eux des effets disproportionnés. Ainsi, la vitesse à laquelle le contenu de l'éducation doit évoluer afin d'incorporer les nouveaux besoins et technologies oblige les jeunes à adapter constamment leurs connaissances et

leurs aptitudes de base. La dégradation croissante de l'environnement et le vieillissement des populations sont d'autres questions pressantes que la jeune génération d'aujourd'hui doit aborder en se montrant toujours plus responsable. Et comment prétendre la responsabiliser sans lui offrir les moyens de sa citoyenneté ? La nécessité d'améliorer la communication avec les jeunes, en tenant compte de leurs besoins et de leurs propres formes d'interaction, n'aura sans doute jamais parue aussi forte.

Travailler en partenariat avec les jeunes a toujours été une priorité pour l'UNESCO. La stratégie de l'Organisation pour agir avec et pour les jeunes a été élaborée sur les bases du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1995. Dans le but de promouvoir l'autonomisation des jeunes et de faciliter la prise en

Comment l'UNESCO peut-elle vous soutenir dans vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes à tous les niveaux ?

KASSOUM COULIBALY, 31 ans, Directeur du Centre africain de la jeunesse, Mali.

« Il est important de favoriser la recherche dans le but de mieux connaître la situation de la jeunesse dans nos pays par rapport aux enjeux liés au développement durable. On pourrait ainsi adapter le programme pour la gestion des transformations sociales (MOST) aux besoins spécifiques des jeunes [...]. L'UNESCO pourrait aussi participer à la construction de réseaux nationaux et internationaux d'insertion professionnelle pour les jeunes, en mettant diverses ressources à notre disposition dans des secteurs d'activités qui contribuent au bien commun. » ¶

160

C'est, en millions, le nombre de jeunes sous-alimentés dans le monde.

3 questions à... Richard Curtain

Spécialiste des politiques publiques, avec une expertise spécifique en matière de développement de la jeunesse lié à l'emploi et à la subsistance¹, Richard Curtain a passé au crible, en 2006, les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP) et élaboré, pour le compte du Fonds des Nations Unies pour la Population, un guide pour l'usage des statistiques sur les jeunes en situation de pauvreté.

Alors que les jeunes constituent le groupe social le plus exposé à la pauvreté, votre analyse des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP) révèle que rares sont ceux qui prennent en compte les besoins des jeunes d'une manière transversale et holistique. Que faudrait-il faire pour pallier à ce relatif manque d'attention vis-à-vis de la jeunesse ?

Je crois que si, trop souvent, les gouvernements ne réussissent pas à aborder les problèmes transversaux

d'une manière holistique, cela est principalement dû à leur faible capacité à mettre en place des programmes taillés aux besoins spécifiques [...]. Il faudrait que les jeunes exercent une plus grande pression à travers des organisations de la société civile. Pour cela, il est important qu'ils acquièrent une bonne compréhension de ce qu'est une bonne politique publique, et de la manière dont cette politique est formulée et révisée. Cela nécessite qu'ils connaissent les institutions et les acteurs principaux impliqués. Le processus de

↳ considération de leurs contributions, l'UNESCO encourage leur participation à la gouvernance, au développement de programmes, à la formulation de politiques publiques, à la promotion de leur cause, et à la veille sur les initiatives mises en place. À cet égard, l'institutionnalisation du Forum des jeunes de l'UNESCO, qui se tient tous les deux ans depuis 1999, est un phénomène unique au sein du système des Nations Unies. Ce forum fait en effet désormais partie intégrante de toutes les sessions de la Conférence générale de l'Organisation, et constitue un mécanisme important pour faire entendre la voix des jeunes et soumettre leurs propositions aux travaux des États membres de l'UNESCO. Néanmoins, le défi demeure de tenir les engagements et de renforcer la participation des 15-24 ans à tous les niveaux. L'UNESCO doit en particulier développer des programmes ciblés qui prennent en considération les besoins des groupes de jeunes les plus marginalisés, dans tous ses domaines d'action. Dans le cadre de cette stratégie, le Secteur des sciences humaines et sociales joue un rôle crucial, et travaille en coopération avec les gouvernements, les Commissions nationales pour l'UNESCO, les organisations de jeunesse et l'ensemble du système des Nations Unies, pour :

- Promouvoir la recherche et le développement d'indicateurs ayant trait à l'évolution des modèles de transition des jeunes vers l'âge adulte ;
- Identifier et promouvoir les bonnes pratiques de partenariat entre les jeunes et les adultes ;
- Développer des outils de renforcement des compétences au service des gouvernements et des autres partenaires, pour élaborer des politiques publiques et des programmes sociaux axés sur la jeunesse ;

- Promouvoir l'intégration des perspectives des jeunes dans toutes les discussions sur les valeurs humaines, sur l'éthique de la science et des technologies, et sur la construction des sociétés participatives. Si les jeunes d'aujourd'hui préparent le monde de demain, il y a urgence à leur permettre de se doter des outils qui les aideront non seulement à surmonter leurs problèmes, mais surtout à développer tout leur potentiel, comme le soulignait Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de la journée internationale de la jeunesse 2003, quand nous ignorons les besoins de la jeunesse c'est en effet toujours « à notre propre risque. » ¶

Jacqueline Groth et Maria Helena Henriques Mueller

--

¶ Georges Clémenceau (1841-1929)

Comment l'UNESCO peut-elle vous soutenir dans vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes à tous les niveaux ?

TIRAO RAINUI, 24 ans, instituteur, Président du Conseil des Jeunes de Polynésie française

« Elle devrait : 1) Encourager et soutenir les manifestations régionales et internationales visant au développement, tel que le Festival de la Jeunesse du Pacifique qui a eu pour thème principal le développement durable. 2) Associer les jeunes à l'élaboration des programmes et actions à venir. 3) Sensibiliser et former des jeunes de tous les pays afin qu'ils deviennent des ambassadeurs dans leur propre pays pour soutenir et mettre en application les programmes développés par l'UNESCO. » ¶

85%

des 15-24 ans vivent dans des pays en voie de développement

↳ formulation des politiques comporte plusieurs étapes et chaque étape nécessite la mise en place d'une stratégie différente pour influencer les résultats de chacune de ces étapes.

Quel type de liens entre la recherche et les politiques publiques serait requis pour pouvoir mieux répondre aux besoins spécifiques des jeunes vivant sous le seuil de pauvreté ?

Un moyen d'être plus efficaces dans ce domaine consisterait à utiliser de manière systématique des indicateurs à chaque étape différente de la formulation de politiques et du processus de révision.

« Les jeunes doivent faire plus pression »



© DK

Aujourd'hui, une large gamme de sources de données hautement réputées est disponible sur internet pour identifier les problèmes que les jeunes rencontrent face à la pauvreté. Là où des données à jour sur des indicateurs-clés, tel que le taux de fécondité des adolescentes, ne sont pas disponibles, des donateurs peuvent être approchés pour inciter les gouvernements à rassembler ces informations. Une autre bonne manière d'utiliser les résultats de la recherche serait de réunir des informations sur les problèmes liés aux jeunes et de prêter attention au budget que le gouvernement aura alloué à ces problèmes. ↳



➤ Selon les cas étudiés par le *Overseas Development Institute* de Londres, le suivi du budget par la société civile au Brésil, en Inde, au Mexique, en Afrique du Sud et en Ouganda a en effet eu un impact majeur sur l'amélioration de la bonne gouvernance, clé de la réduction de la pauvreté.

Quel rôle les agences spécialisées, les Fonds et les programmes de l'ONU peuvent jouer afin qu'un intérêt plus grand soit porté sur la jeunesse dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté ? Les agences des Nations Unies telles que l'UNICEF, le FNUAP et l'UNESCO, publient

de bonnes analyses sur la situation des jeunes mais c'est parfois dans des termes trop généraux au niveau régional ou mondial. Dans un premier temps, un profil des jeunes en situation de pauvreté doit être établi pour chaque pays afin d'inciter les gouvernements à s'intéresser aux jeunes. Comme je l'ai dit plus tôt, des sources de données fiables sont disponibles sur internet, à travers le travail de l'ONU dans la plupart des cas. Cela étant dit, les jeunes ont besoin de soutien pour établir de tels profils pour leur propre pays et pour apprendre comment lire et suivre un budget. Une manière pratique de les aider serait que

les agences onusiennes organisent des cours en ligne qui traiteraient des statistiques facilement disponibles pour produire des profils spécifiques à chaque pays de sa « jeunesse pauvre » et comprendre comment engager des procédures budgétaires susceptibles d'être soutenues par les institutions du pays. ¶

Propos recueillis par Jacqueline Groth

1 Richard Curtain a obtenu un doctorat à l'Université nationale d'Australie pour ses recherches sur les causes de la migration rurale et du chômage en Papouasie Nouvelle Guinée. Il travaille actuellement sur une étude des bases de la subsistance des jeunes au Timor oriental et dans les îles du Pacifique, en coopération avec l'UNICEF.

Ils pensent, proposent et s'engagent

Partie intégrante de ce « Parlement » de l'UNESCO que représente la Conférence générale de l'Organisation, le Forum des jeunes constitue, depuis 1999, un espace unique de débats, de réflexion, et de propositions au sein du système des Nations Unies.

Tous les deux ans, il offre l'occasion à des jeunes du monde entier de partager leurs expériences, d'identifier leurs préoccupations communes et de contribuer aux travaux des États membres de l'UNESCO, à travers le rapport final qu'ils présentent à la Conférence générale. Lors de la 33^e Conférence générale, qui s'est tenue en octobre 2005, les 189 jeunes délégués et 48 observateurs réunis autour du thème « Les jeunes et le dialogue entre les civilisations, les cultures et les peuples » avaient, ainsi, particulièrement insisté sur la nécessité de voir mieux pris en compte les spécificités de la jeunesse dans chacune des régions

du monde. C'est sur la base de cette recommandation que l'UNESCO a décidé de soutenir l'organisation de six Forums régionaux des jeunes en 2006 et 2007. Alors que deux d'entre eux se sont déjà tenus dans la région Euro-Méditerranée et dans la région du Pacifique, les jeunes d'Asie, d'Afrique, du Monde arabe et des Amériques devaient se réunir d'ici la prochaine Conférence générale de l'UNESCO pour explorer les problématiques de leurs régions respectives. Des jeunes délégués représentant 28 pays de l'Asie devaient, ainsi, débattre autour d'un « Dialogue interculturel et interreligieux pour assurer la paix », lors du 1^{er} Forum asiatique de la jeunesse, organisé, en coopération étroite avec la Commission nationale de la République de Corée, du 25 au 29 juin 2007. Les résultats et recommandations de tous ces forums régionaux seront ensuite soumis au 5^e Forum des jeunes de l'UNESCO qui se

tiendra, à Paris, les 12 et 13 octobre prochains. Nul doute que, sur la base des propositions émanant du terrain, les jeunes participants à cette rencontre internationale auront à cœur de formuler des propositions d'actions à leurs aînés, et contribueront activement aux travaux des deux tables rondes ministérielles prévues lors de la 34^e Conférence générale sur les thèmes de « L'éducation et le développement économique » et de « La contribution des sciences et de la technologie au développement durable ». À l'occasion de cette dernière, nul doute, également, que les résultats du Forum des jeunes scientifiques africains réunis en parallèle de la session de la COMEST, organisée à Dakar au printemps dernier, seront, eux-aussi, relayés. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
 Maria Helena Henriques Mueller,
 mh.henriques-mueller@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 17 01

1/3

des femmes qui
 vivent avec le VIH/Sida
 ont entre 15 et 24 ans

Combattre la peur et l'ignorance sur le Sida

Avec près de 12 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans porteuses du VIH/SIDA en 2006, les jeunes sont particulièrement vulnérables face à la pandémie, mais ils ont, en même temps, un plus grand potentiel que les adultes pour apprendre ce qu'ils ont besoin de savoir à propos du virus, changer leurs habitudes pour se prémunir de l'infection, et dépasser la stigmatisation et les discriminations qui peuvent aussi exister dans leurs communautés vis-à-vis des jeunes séropositifs.

Lancée en 1999 par l'UNESCO et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), « L'initiative de la Jeunesse en faveur du VIH/SIDA et des droits humains » a pour objectif d'aider les jeunes à s'armer suffisamment pour

avoir pouvoir agir contre la propagation du virus dans leurs communautés, et lutter contre la peur et l'ignorance. Développée dans une approche participative impliquant des organisations de jeunesse et d'étudiants, ce programme multiplie les actions de formation sur tous les continents afin de favoriser la participation de jeunes gens du monde entier dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions visant la promotion des droits humains. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
 Aylin Taftali, a.taftali@unesco.org,
 tél. : +33 1 45 68 45 31
 Site web : www.unesco.org/hiv/human_rights

Comment l'UNESCO peut-elle vous soutenir dans vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes à tous les niveaux ?

OLIVIA LANDOLT, 24 ans, TakingITGlobal, et CLARISSE KEHLER SIEBERT, 26 ans, membre du groupe consultatif jeunesse de la Commission nationale pour l'UNESCO du Canada.

« En promouvant la reconnaissance de l'expertise de la jeunesse et en formant des partenariats avec un grand éventail d'initiatives menées par des jeunes. [...] L'action et l'engagement des jeunes ont pris de l'élan, en partie, grâce à la technologie, mais également grâce au fait que des institutions reconnues, comme l'UNESCO, sont disposées à travailler avec les jeunes. Reste que les structures des institutions qui ne favorisent pas traditionnellement l'intégration des jeunes, constituent le premier et le plus difficile moule à briser. » ¶

.....
Comment l'UNESCO peut-elle vous soutenir dans vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes à tous les niveaux ?

DUANNE PUNPIPUTT, 25 ans,
Coordinateur de Planned
Parenthood Association of
Thailand (PPAT), Thaïlande.

« Étant une organisation internationale active, l'UNESCO devrait offrir et soutenir ces opportunités de renforcement des capacités pour les jeunes, agir comme une plate-forme ou organiser des événements de partage d'expériences pour que les organisations et les jeunes aient l'opportunité d'apprendre de ceux qui ont déjà sudéveloppé une participation efficace des jeunes à leurs activités. » ¶

.....



300 000

C'est le nombre d'enfants et de jeunes combattants activement impliqués dans des conflits armés en 2005

L'autonomie des filles, une solution contre la pauvreté

« Rompre le cercle vicieux de la pauvreté des femmes » est un projet pilote intersectoriel, initié par l'UNESCO dans le cadre de son programme de lutte contre l'extrême pauvreté. Il a pour objectif principal d'améliorer durablement les moyens d'existence des jeunes filles déscolarisées, par un programme multidisciplinaire, accompagné d'un plaidoyer en faveur de la mise en œuvre de politiques publiques favorables à l'autonomisation des adolescentes.

Le projet comporte plusieurs composantes, dont l'éducation et la micro finance, la science, la communication et l'information.

Dans le but de développer un mécanisme de réflexion permettant à l'UNESCO et à ses partenaires de mieux comprendre la complexité que présente le renforcement des capacités des jeunes adolescentes, il s'appuie sur les organisations locales de jeunesse pour expérimenter une nouvelle approche appelée « Évaluation et suivi par un groupe de pairs ». Des jeunes, formés à cet effet, et bénéficiant d'une perspective unique « jeunes-jeunes », effectuent des visites régulières sur le terrain afin d'y réaliser des entretiens individuels et des discussions de groupe, aussi bien avec des adolescentes que de plus larges communautés.

Une publication tirant les leçons de cette expérience et présentant les recommandations formulées par le groupe de pairs, ainsi qu'une « trousse à outils » pour les organisations de jeunesse, seront bientôt disponibles dans la série des Documents d'orientation politique produits par le Secteur des sciences sociales et humaines. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
 Chifa Tekaya, c.tekaya@unesco.org,
 tél. : + 33 1 45 68 47 20

Renforcer les partenariats avec les ONG

Fédérant les 45 Organisations Non Gouvernementales (ONG) entretenant des liens étroits avec l'UNESCO dans le domaine de la jeunesse, la Commission programmatique mixte « Jeunesse » du Comité de liaison UNESCO-ONG, s'efforce de renforcer la prise en compte des opinions des jeunes dans les différents domaines d'action de l'Organisation. Pour cela, elle agit dans les deux sens. D'un côté, elle soutient la diffusion des programmes de l'UNESCO auprès du jeune public. De l'autre, elle s'emploie à promouvoir l'implication des jeunes dans le fonctionnement général de l'UNESCO et dans l'ensemble du processus de prise de décisions.

De fait, cette commission joue un véritable rôle de « pôle d'expertise » sur toutes les questions relatives à la jeunesse. Ses représentants regrettent toutefois que la diversité des points de vue et des expériences dont bénéficie la CMP soit encore insuffisamment prise en compte. Pour eux, il ne fait en effet aucun doute que « l'UNESCO gagnerait, entre autre, à renforcer des actions de partenariat à travers lesquelles des organisations de Jeunesse pourraient conduire, avec les bureaux hors-Siège, des actions de développement sur le terrain. » ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Simona Constanzo Sow (ccivs), clong.yth@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 49 36



© Philip Meinecke



© Lourenço Andrade

1,2

C'est en milliards, le nombre de jeunes dans le monde

130

C'est, en millions, le nombre de jeunes analphabètes, parmi lesquels 63 % de jeunes femmes.

Comment l'UNESCO peut-elle vous soutenir dans vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes à tous les niveaux ?

ANSON D. AQUILINA, 28 ans,
Président de l'Association des jeunes de l'UNESCO de Malte.

« L'UNESCO pourrait peut-être aider les jeunes et elle-même en intégrant les jeunes au sein de ses structures. Comme pour la parité des genres, ceci ne devrait pas être une question de quota où les jeunes sont représentés par X% mais une philosophie de nourrir et de guider, associée à une attitude de renforcement des capacités, selon laquelle les jeunes et les plus expérimentés pourront partager leurs points de vue et discuter sur un pied d'égalité. » ¶

Soutenir les politiques nationales pour la jeunesse

L'UNESCO a joint ses forces à celles de la Banque Mondiale et de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour mener à bien un projet pilote au Cameroun, qui a pour but de renforcer les compétences des jeunes et de leurs organisations, afin de leur permettre de participer au développement de leur pays en tant que partenaires égaux. Cette initiative s'inscrit dans l'effort du gouvernement camerounais pour mettre en œuvre une politique nationale pour la jeunesse, favorisant la participation des jeunes au processus décisionnel à tous les niveaux, avec le soutien d'un large éventail de partenaires travaillant dans ce domaine. Dans le cadre de ce partenariat, l'UNESCO

prendra les devants et développera un programme d'ateliers transversaux pour améliorer la communication et la coopération entre les jeunes et les différents intervenants du secteur de la jeunesse du Cameroun. Ce programme s'articulera autour de trois axes interdépendants : un espace « jeunesse » pour renforcer les compétences des organisations de jeunesse dans des zones clés, un atelier pour les autorités gouvernementales, et un espace de « dialogue » ouvert à l'ensemble des intervenants, y compris aux partenaires bi et multilatéraux. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Maria Helena Henriques Mueller,
mh.henriques-mueller@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 17 01

Prévenir la violence par le développement

Forte de son mandat multidisciplinaire, l'UNESCO contribue à s'attaquer aux racines multiples de la violence qui affecte une partie de la jeunesse issue de régions très différentes de la planète. Son approche vise notamment à promouvoir une culture de la prévention en mobilisant, d'un côté, le « monde adulte », responsable de la formulation de politiques publiques efficaces et de l'intégration de la jeunesse. De l'autre, elle s'engage directement aux côtés de la jeunesse, afin d'en développer la capacité à s'approprier des instruments de son intégration.

Une aide multidisciplinaire

À la demande des pays du Système d'Intégration Centraméricain (SICA), l'Organisation a notamment mis en place en 2005 un programme de « Développement juvénile et prévention de la violence », dont le volet national compte sur deux premiers projets lancés au Salvador et au Nicaragua en 2006/2007 avec le soutien de la coopération japonaise, et en lien avec les autorités nationales, tandis qu'un troisième projet est en train d'être formulé au Honduras.

Un projet similaire a été lancé au Guatemala avec le soutien de la coopération italienne, en avril dernier.

Dans ce cadre, l'UNESCO apporte assistance technique et expertise de nature multidisciplinaire et cohérente dans les domaines de l'éducation (à travers, notamment, la formation du personnel scolaire et la reproduction de bonnes pratiques telles que les « Écoles Ouvertes »), de la culture (activités de promotion des expressions juvéniles et formation d'animateurs), de la communication (sensibilisation l'opinion publique et promotion de la responsabilité sociale des médias dans l'image qu'ils véhiculent de la jeunesse), et, bien sûr, dans le domaine des sciences sociales et humaines par le renforcement du lien entre recherche et élaboration des politiques, mais aussi par la promotion d'« Observatoires juvéniles ». Afin d'apporter des réponses très concrètes aux besoins des jeunes en difficulté,

ces projets prévoient également la formation de personnel local et le soutien du micro-entrepreneuriat juvénile.

Au niveau sous-régional, l'action de l'UNESCO se concentre sur la promotion d'une culture de la prévention dans l'élaboration des politiques publiques, sur la base de l'évidence scientifique et des résultats de la recherche. Elle devrait ainsi organiser prochainement le 1^{er} Forum des ministres centro-américains de la Jeunesse, de l'Éducation et de la Culture, afin de mettre en réseau les connaissances et bonnes pratiques. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Pasquale Capizzi, p.capizzi@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 05

Comment l'UNESCO peut-elle vous soutenir dans vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes à tous les niveaux ?

FARIS AROURI, 25 ans, Président du Forum des jeunes pour la paix et la liberté, Palestine.

« L'UNESCO devrait être plus active et proactive pour créer et renforcer des partenariats avec des branches locales de jeunesse qui sont actives dans la promotion et la préservation de la culture et du patrimoine local. [...] Nous croyons que l'UNESCO devrait aider à établir des partenariats et des projets communs avec des ONG de jeunesse. La question du 'comment le faire ?' est une variable qui pourrait ensuite être considérée au niveau régional, selon les conditions et les besoins de chaque région. » ¶

Dossier



Pour aller plus loin



www.infoyouth.org

Conçu comme un réseau des réseaux, ce site offre un panorama détaillé de l'ensemble des politiques et programmes de jeunesse dans le monde.

Infoyouth soutient également plusieurs portails régionaux de jeunesse de l'UNESCO, parmi lesquels :

www.jeunesearabe.info

Le portail de jeunesse et centre d'information pour la région des pays arabes (disponible en français et arabe)

www.joveneslac.org/portal

Le portail de jeunesse pour l'Amérique latine et les Caraïbes (en espagnol, version anglaise prochainement)

La Section Jeunesse de l'UNESCO rejoint le Secteur des sciences sociales et humaines

En novembre 2006, les activités opérationnelles de la Section pour la Jeunesse de l'unesco, jusqu'alors rattachée au Bureau de la Planification Stratégique, ont été transférées au Secteur des sciences sociales et humaines afin de former une plus large Section pour la jeunesse, le sport et l'éducation physique (YsPE), au sein de la Division de la recherche et des politiques en sciences sociales. Les activités relatives à la jeunesse contribueront, ainsi, désormais, au renforcement de la recherche pour l'élaboration de politiques sur les problèmes clés de la jeunesse et de son développement, ainsi qu'à la formulation de politiques publiques transversales avec et pour les jeunes. L'intégration de cette composante « jeunesse », au sein du Secteur des sciences sociales et humaines facilitera également l'intégration des besoins et des perspectives des jeunes dans tous ses domaines d'activités.

CONTACTS

Maria Helena Henriques Mueller,

Chef de la Section pour la jeunesse, le sport et l'éducation physique, *mh.henriques-mueller@unesco.org*,
tél. : + 33 1 45 68 17 01

Jacqueline Groth, Consultante Jeunesse,

j.groth@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 17 09

Maria Kyriotou, Consultante Jeunesse,

m.kyriotou@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 16 41

Kate Searle, Consultante Jeunesse,

k.searle@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 16 41

Pasquale Capizzi, Consultant Jeunesse et Prévention de la violence,

p.capizzi@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 38 05

Dans l'accomplissement de sa mission, la Section est soutenue par des consultants engagés à court-terme et par des stagiaires venus du monde entier, dont le dévouement, la créativité et l'énergie jouent un rôle essentiel.

Comment l'UNESCO peut-elle vous soutenir dans vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes à tous les niveaux ?

CHANTERELLE DE BLOIS, 26 ans, étudiante en mathématiques, Venezuela.

« Pour donner suite aux recommandations du Forum des jeunes, l'UNESCO pourrait soutenir un groupe de travail ouvert à de jeunes membres de tous les pays, avec des représentants des régions du monde, qui pourraient se rencontrer virtuellement, chaque fois qu'il serait nécessaire de partager des idées et des initiatives. [...] »¶

OUTILS

Pour que les engagements aient un sens – Un guide pour aider les jeunes à évaluer la politique de la jeunesse dans leur pays

Conçu par le Programme Jeunesse des Nations Unies, ce guide a été élaboré parce que les Nations Unies estiment que la contribution des jeunes et des organisations de jeunesse du monde entier est fondamentale pour une évaluation efficace et réussie du Programme d'action

mondial pour la Jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (PAMJ). Le guide se veut une boîte à outils pour aider les organisations nationales de jeunesse à évaluer les progrès accomplis lors de la réalisation des objectifs du PAMJ par leurs gouvernements et les partenaires du développement. Fournissant non seulement des méthodes pour évaluer ces progrès, le guide propose également des outils spécifiques pour permettre aux organisations de

jeunesse d'accorder des priorités dans leur travail en se basant sur ces résultats et de lancer des actions y afférent au niveau national. Disponible en anglais et en français. ¶

Pour se procurer ce guide, merci de contacter : **Programme Jeunesse des Nations Unies**, *youth@un.org*, tél. : + 1 212 963 2791 Pour le télécharger : www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/toolkit-francais.pdf



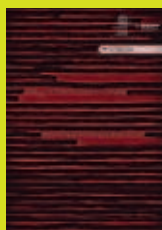
À LIRE



La jeunesse en mutation
Revue internationale
des sciences sociales, n°164.
Conseiller: Andy Furlong
277 p., 130 €
Erès/UNESCO, 2000.
ISBN 2-86586-800-1
Version électronique
disponible en espagnol
à l'adresse suivante:
[www.unesco.org/shs/es/
issj/164](http://www.unesco.org/shs/es/issj/164)



**Les jeunes et les
Objectifs du Millénaire
pour le Développement**
89 p., Groupe de travail
sur la jeunesse et les OMD,
2005.
Document disponible
en anglais sur
www.mdgyouthpaper.org



**Violence du langage,
langage de la violence**
24 p., UNESCO /
TakingitGlobal, 2006.
BSP-2006/ws/3
Brochure bilingue
anglais/français
Voir: [http://unesdoc.
unesco.org](http://unesdoc.unesco.org)



**L'engagement
de l'UNESCO
de la jeunesse :**
Le Forum des jeunes
40 p., illustr. UNESCO, 2004.
BSP-2004/YTH/001
Egalement disponible
en anglais
Voir: [http://unesdoc.
unesco.org](http://unesdoc.unesco.org)



**La promotion de l'auto-
nomie de la jeunesse
à travers les politiques
nationales – la contri-
bution de l'UNESCO**
40 p., illustr. UNESCO, 2004.
BSP-2004/YTH/002
Egalement disponible
en anglais
Voir: [http://unesdoc.
unesco.org](http://unesdoc.unesco.org)



**Les jeunes aujourd'hui,
et en 2015**
Rapport mondial sur
la jeunesse 2005
207 p., ONU, Département
des affaires économiques
et sociales des Nations
Unies, 2005.
ISBN 92-1-130244-7
Uniquement en anglais



**Qui est qui ? Répertoire
des organisations
internationales de
jeunesse dirigées par,
ou œuvrant pour la
jeunesse**

62 p., UNESCO, 2003.
Ce répertoire est basé
sur les informations
fournies par diverses
organisations actives
dans le domaine du
développement de la
jeunesse. Il renseigne
sur les différentes
sortes d'organisations
de jeunesse/étudiantes
et a été conçu avec
l'objectif d'inspirer les
jeunes de se mobiliser
et de faire entendre
leurs voix.
Disponible en anglais
uniquement.

**Plaidoyer pour investir
dans les jeunes comme
stratégie nationale
pour la réduction
de la pauvreté**

Notes de référence sur les
populations et la réduction
de la pauvreté
64 p., UNFPA, 2005.
ISBN 0-89714-742-1
Uniquement en anglais

**Programme d'action
mondial pour la
jeunesse à l'horizon
2000 et au-delà**

Assemblée générale de
l'Organisation des Nations
Unies, résolution 1995/64
A/RES/50/81, 1995.

Pour se procurer ce réper-
toire, merci de contacter:
**Maria Kypriotou, [m.kyprio-
tou@unesco.org](mailto:m.kypriotou@unesco.org),**
tél.: +33 1 45 68 16 41

OUTILS

**Tous différents, tous
uniques : les jeunes
et la Déclaration
universelle de l'UNESCO
sur la diversité
culturelle**

37 p., UNESCO / Oxfam
International Youth
Parliament, 2004.

Cette publication,
développée sur la base
des consultations avec
des jeunes venant de
dix pays différents, est
une version « pour les
jeunes » de la Déclara-
tion universelle de
l'UNESCO sur la diversité
culturelle. Elle présente
une variété d'initiatives
qui montrent l'action

menée par les jeunes
pour la mise en place
des valeurs positives
de la Déclaration
au sein de leurs
communautés.
Brochure bilingue
anglais/français
(également disponible
en russe). ¶

Pour se procurer cette
brochure, merci de
contacter:
Saori Terada,
s.terada@unesco.org,
tél.: +33 1 45 68 40 86
Pour la télécharger:
<http://unesdoc.unesco.org>



OUTILS

**Le VIH/sida et les droits
de l'Homme – Les
jeunes se mobilisent.**

Un kit à l'intention
des organisations de
jeunesse: 68 p.,
UNESCO / ONUSIDA, 2001

Ce kit de formation
présente les idées pour
l'action menée par les
jeunes sur les droits
de l'homme et le
VIH/SIDA. Mis au point
en étroite
collaboration avec des
jeunes appartenant
à des organisations de
jeunesse, en particulier
la Fédération
internationale de
l'Association

des étudiants
en médecine et la
Fédération interna-
tionale des étudiants
en pharmacie et
fournit aux jeunes
l'information et
l'inspiration pour se
lancer dans l'action
dans leurs commu-
nautés. Disponible
en anglais, en
espagnol, en français
et en russe. ¶

Pour se procurer le kit,
merci de contacter:
Aylin Taftali,
a.taftali@unesco.org,
tél.: +33 1 45 68 45 31
Pour le télécharger:
<http://unesdoc.unesco.org>

OUTILS

**Flash d'Infos
sur la Jeunesse**

Coordonné par le
Programme de
Jeunesse de l'ONU,
le *Flash d'Infos sur
la Jeunesse* est un
bulletin électronique
bimensuel qui contient
des informations
sur les événements,
les programmes
et les publications
des agences, Fonds et
programmes de l'ONU
et de ses partenaires. ¶

Pour s'abonner:
[http://www.un.org/esa/
socdev/unyin/flash.htm](http://www.un.org/esa/socdev/unyin/flash.htm)

Migrations internationales, développement urbain, demande de participation des populations à l'élaboration des politiques publiques... **Les réalités du monde contemporain ne cessent d'évoluer.** En soutenant la recherche en sciences sociales et en s'efforçant d'en partager les résultats avec le plus grand nombre, **l'UNESCO contribue à aider la communauté internationale à mieux comprendre ces réalités afin de mieux répondre aux défis** qu'elles posent. À travers le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), **l'Organisation a par ailleurs la responsabilité de coordonner le seul programme des Nations Unies sur la gestion des transformations sociales** (le programme most) et s'emploie particulièrement, dans ce cadre, à resserrer les liens entre les chercheurs et la communauté des décideurs au sens large.

Migrations internationales : en finir avec les préjugés

Après que le Conseil exécutif de l'UNESCO a adopté, en avril dernier, les premières propositions d'un groupe de travail sur « les migrations africaines et le développement », un colloque international a mis en lumière l'apport des migrants au développement en Europe.

Le 10 mai 2007, une vingtaine de spécialistes, venus d'Allemagne, d'Espagne, de France et du Sénégal, étaient réunis au siège de l'UNESCO, à Paris, pour un colloque international sur le thème « Europe : le développement par les migrations et l'intégration ».

Organisé par le Goethe-Institut de Paris, en collaboration la Friedrich-Ebert-Stiftung, cette rencontre visait, notamment, à combattre les nombreux préjugés qui perdurent dans ce domaine, autour de conférences aux titres provocateurs, tels que : « Tout ce que vous croyez savoir sur les migrations est faux ! », « Les migrations : une chance pour l'Europe », ou encore « Les frontières et leur (in)efficacité face aux migrations croissantes »...

Partant des conditions géopolitiques mondiales, les participants se sont ainsi intéressés aux aspects politiques, sociologiques et démographiques des migrations internationales, soulignant les évolutions actuelles et dessinant les scénarios à venir. Plusieurs intervenants se sont notamment penchés sur la problématique des femmes, long-



Mémoire des migrants en Méditerranée

Une rencontre intitulée « Synergies méditerranéennes : vers un développement durable dans le respect de la diversité culturelle » a réuni, le 21 mai 2007, à Palerme (Italie), les présidents et les experts des Commissions nationales pour l'UNESCO du bassin méditerranéen (Andorre, Chypre, Croatie, Espagne, France, Grèce, Italie, Libye, Malte, Maroc, San Marino, Slovaquie, Territoires palestiniens et Turquie), ainsi que des représentants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'Égypte, d'Israël, du Saint-Siège, de la Syrie et de la Tunisie.

Organisée au siège de la Fondation de la Banque de Sicile, cette rencontre visait à sensibiliser les différents États sur l'importance du travail sur la mémoire des migrants afin de renforcer leurs relations. Elle a permis de mieux faire connaître le projet sur les musées des migrations lancé à l'automne 2006 par l'UNESCO et l'OMI.

Pour en savoir plus sur ce projet : <http://www.migrationmuseums.org>



© C. Stubber / EuropeAid

Pour les Nations Unies, loin d'être un « fardeau » les migrants constituent une richesse pour les pays qui les accueillent.

temps considérées comme la « part invisible » des migrations, alors qu'elles représentent aujourd'hui 49 % des migrants, selon les estimations de la Division de la population des Nations Unies.

Tout au long de cette journée, dans le même esprit que celui qui avait prévalu lors du Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2006, les uns et les autres se sont attachés à démontrer que les migrants, loin d'être un « fardeau », constituent une véritable richesse. Ils ont ainsi souligné le potentiel de développement que représente ce phénomène social dans un monde où migrations et intégration sont synonymes d'opportunités et d'espoir, à la fois pour les migrants, pour leur pays d'origine, et pour l'Europe.

Au total, cette conférence fut l'occasion de rappeler que si la mobilité humaine est une constante de l'histoire, les migrations internationales se caractérisent, aujourd'hui, par une complexité croissante qu'il s'agit d'éclairer, notamment auprès des décideurs politiques. C'est ce à quoi s'emploie l'UNESCO, à travers son programme sur les sciences sociales et humaines, autour de cinq objectifs visant à favoriser le respect des droits des migrants et leur bonne intégration dans les sociétés. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Paul de Guchteneire, p.deguchteneire@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 50

Lire également le dossier sur les migrations internationales publié dans *SHS Regards* n°14 (septembre-novembre 2006) sur www.unesco.org/shs/regards.

Populations et développement : une conférence internationale à Mafikeng

Très tôt, ce vendredi 2 mars 2007, les gens ont commencé à descendre vers Mafikeng, une petite ville située dans le nord-ouest de l'Afrique du Sud.

Venant de plusieurs pays d'Afrique, des scientifiques, des responsables politiques et des acteurs de la société civile convergeaient vers un même lieu : un hôtel du centre-ville, où, durant quatre jours, ils allaient partager leurs expériences et leurs savoirs sur les défis posés par la population et le développement de l'Afrique.

Du 5 au 8 mars 2007, Mafikeng allait ainsi être le théâtre d'une conférence internationale abordant cette problématique avec l'ambition de mettre davantage les résultats de la recherche au service de l'action politique. La rencontre s'inscrivait dans le prolongement d'un premier atelier sur « l'institutionnalisation du dialogue entre recherche démographique et politiques de développement en Afrique », qui s'était tenu, un an plus tôt, à Montevideo (Uruguay), à l'occasion du 1^{er} Forum international sur l'interface entre sciences et politiques sociales, organisé dans le cadre du programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (MOST).

Au total plus de 200 personnes participeront aux travaux de cette conférence, parmi lesquels des universitaires, des représen-



La santé des mères et des enfants est une priorité en Afrique du Sud.

tants d'ONG et d'associations locales, ainsi que des représentants officiels des gouvernements du Malawi, du Mozambique et de l'Afrique du Sud, de l'Alliance des migrations africaines, et le Commissaire pour les Affaires Sociales de l'Union Africaine

L'un des objectifs principaux de la conférence organisée par le ministère du Développement social sud-africain, en collaboration avec l'Université du Nord-Ouest, le Fonds des Nations Unies pour la population, le programme MOST de l'UNESCO et l'Union Africaine, consistait à formuler des recommandations pour une meilleure intégration des résultats de la recherche dans les politiques de l'Union Africaine, des organisations régionales africaines et des différents pays africains.

Parmi les sujets mis en débat : le rôle de la communauté scientifique dans l'évaluation des progrès résultants de l'exécution des programmes sur la population et le développement ; les applications de la recherche sur les migrations et l'urbanisation en Afrique ; le rôle des femmes dans le développement ; la pandémie de sida en Afrique ; la lutte contre la pauvreté, ou encore la santé des mères et des enfants en Afrique du Sud... Autant de sujets qui ont permis de mettre des visages sur le défi posé par le besoin de renforcer le lien entre les communautés scientifiques et politiques : le développement humain durable de l'Afrique.

À l'issue de cette conférence, une déclaration a été adoptée par les participants marquant leur engagement à favoriser, notamment, la mobilisation des ressources, une approche multidisciplinaire de la recherche et l'utilisation de résultats « crédibles » dans la mise en œuvre des différents projets et programmes, dont ceux liés à l'éducation ou encore à la santé. Ensemble, ils ont également souhaité une meilleure articulation de la recherche et des politiques pour répondre aux questions de genre, de migrations et d'urbanisation rapide. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Christina Von-Furstenberg, c.von-furstenberg@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 45 16

Programme most : quelles liaisons en Amérique latine ?

Le 3 mars 2007, en marge de la 2^e Université d'été du most pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui se tenait à Salvador de Bahia (Brésil), une rencontre informelle était organisée, dans les locaux du PNUD.

Autour de la table : de nombreux partenaires de l'UNESCO venus du Costa Rica, de Cuba, du Mexique et de l'Uruguay, ainsi que des représentants des bureaux de l'Organisation à Brasilia, Porto Alegre, Salvador et Montevideo. Un seul sujet de discussion : le rapport d'évaluation sur les Comités de liaison nationaux du programme sur la gestion des transformations sociales (most), remis en 2005 à l'UNESCO, par des experts indépendants.

Forts d'une expérience de plus de 5 ans de

coopération sur ce programme, les uns et les autres souhaitaient apporter des propositions alternatives au renouvellement et au développement des Comités de liaison nationaux de leur région, afin de renforcer la collaboration avec l'ensemble des réseaux du most.

Parmi les idées retenues : la composition idéale des futurs comités, qui devrait être « plurielle » et rassembler autant de représentants du monde scientifique, que de la société civile et des gouvernements afin de garantir la complémentarité et la continuité des travaux. S'agissant du niveau de mise en œuvre du programme, le niveau sous-régional leur est apparu le plus adéquat, car il permettrait, notamment, de regrouper les thèmes de travail de

manière plus cohérente autour d'un « point focal thématique régional ».

Reconnaissant néanmoins l'importance de plus en plus grande accordée, au niveau local, aux activités « labellisées » most, ils ont proposé qu'un réseau virtuel soit créé en 2008-2009, afin de mettre en lien tous les partenaires du most d'Amérique latine et des Caraïbes. Coordonné depuis Montevideo, grâce aux apports de tous les membres, ce réseau serait notamment chargé d'identifier des thèmes importants au niveau local. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Germán Solinis, g.solinis@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 38 37

Étape décisive pour le progr

Sous la présidence du ministre sud-africain du développement social, Zola S. Skweyiya, les représentants des 35 pays membres du Conseil intergouvernemental du programme sur la gestion des transformations sociales (MOST) se réuniront, à Paris (France), du 16 au 18 juillet 2007.

Seul programme des Nations Unies chargé de contribuer, par la recherche en sciences sociales, à l'élaboration de politiques publiques permettant de faire face aux mutations du monde contemporain, le programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (MOST) pourrait bien être à la croisée des chemins.

Du 16 au 18 juillet prochains, la 8^e session du Conseil intergouvernemental (CIG), responsable de sa mise en œuvre, devrait, en effet, marquer une nouvelle étape dans la réorientation du MOST, en accueillant, dès le début de ses travaux, une table ronde des ministres du Développement social de plusieurs régions du monde.

C'est donc devant et avec ceux qui sont en première ligne dans la mise en œuvre de ce programme, que les représentants des 35 gouvernements membres du CIG auront à dresser le bilan du chemin accompli depuis deux ans.

En leur présence, ils devront élaborer des recommandations sur les suites à donner à ce programme, tant sur les contenus des recherches que sur ses modalités de fonctionnement, et, bien entendu, sur les financements nécessaires à l'accomplissement des objectifs fixés.

Ces recommandations seront ensuite soumises à l'ensemble des États membres de l'UNESCO, pour adoption, lors de la Conférence générale de l'Organisation, qui se tiendra en octobre 2007.

Une dynamique nouvelle

Côté bilan, nul doute que les participants à cette session trouveront matière à satisfaction.

Est-ce parce que les bouleversements des sociétés s'opèrent à un rythme de plus en plus soutenu ? Est-ce parce que les décideurs politiques du monde entier sont de plus en plus interpellés sur des questions sociétales ?

Une chose est certaine : les activités du MOST se sont développées de manière exponentielle, depuis la précédente session du Conseil intergouvernemental, en 2005.

La passerelle jetée, cette année-là, entre la recherche et les politiques sociales, s'est en effet transformée en de multiples ponts qu'il s'agit désormais de consolider. À commencer par les réseaux de coopération mis en place aux niveaux national et régional.

C'est d'ailleurs par les espaces de dialogue créés au niveau régional que les travaux du CIG démarreront, après les allocutions d'ouverture du Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, du directeur de la Division des politiques sociales et du développement social du Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), Johan Schölvinc, et du Président du Conseil international des sciences sociales, Gudmund Hernes.

Il faut reconnaître que, sous l'impulsion de l'équipe siégeant au CIG du MOST, une dynamique nouvelle s'est récemment développée à ce niveau.



Dernier en date à avoir vu le jour, le Forum des ministres du Développement social des États arabes a été créé, le 1^{er} mai 2007, à l'occasion d'une réunion à Rabat (Maroc). Pour tous les participants, « un meilleur usage des sciences sociales peut conduire à des politiques sociales plus efficaces et plus adaptées ».

Six ans après la création du tout premier Forum des ministres du Développement social d'Amérique latine et des Caraïbes, plusieurs régions du monde bénéficient désormais d'espaces similaires, favorisant la rencontre entre les chercheurs en sciences sociales et ceux qui élaborent les politiques publiques.

Nul doute que les ministres du Développement social invités à participer à la table ronde interrégionale souligneront l'utilité des Forums constitués en 2006 en Afrique de l'Ouest, en Asie du sud et en Afrique australe, dans la foulée du Forum latino-américain.

Pour preuve de leur utilité, ils n'auront qu'à constater que ce dernier réunissait, pour la 6^e fois, les représentants de 19 pays, les 8 et 9 mai derniers, afin de renforcer la cohésion sociale et la gouvernance démocratique dans cette région et ainsi mieux répondre aux besoins des ➤

amme MOST de l'UNESCO

↳ populations, et notamment des plus pauvres d'entre elles. Nul doute qu'ils salueront aussi la création du tout dernier Forum régional en date, qui a vu le jour au Maroc le 1er mai 2007 et s'est donné pour objectif le renforcement des capacités de l'ensemble des États arabes.

Des coopérations multilatérales

Ces hommes et ces femmes politiques, impliqués tout à la fois dans la mise en synergie des acteurs du développement social de leurs propres pays et dans le développement de ces réseaux régionaux, ne manqueront pas de s'intéresser, également, aux enseignements tirés de cet événement emblématique du MOST que fut le 1er Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales organisé, en février 2006, en Argentine et en Uruguay.

Parce qu'ils ont la volonté commune de voir mieux assurer l'interface entre les résultats de la recherche et l'élaboration des politiques sociales à tous les niveaux, ils devraient aussi porter une attention toute particulière à ce qui sera dit sur les coopérations existant entre les différents secteurs de l'UNESCO, ainsi qu'avec les autres agences et partenaires du système des Nations Unies.

Certains découvriront peut-être, à cette occasion, que depuis 2005 les activités multilatérales se sont multipliées.

Ainsi, encore tout récemment, une conférence a été organisée en Afrique du Sud en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (lire page 25), un séminaire s'est tenu en Afrique de l'Ouest avec le soutien financier de plusieurs ONG (lire ci-dessous), tandis qu'une étroite collaboration entre les secteurs de l'éducation et des sciences sociales et humaines de l'UNESCO mettait à l'ordre du jour du Forum mondial G8-UNESCO de Trieste (Italie) les interconnexions entre les connaissances, l'éducation, et la recherche scientifique, dans une perspective de développement durable.

Il se pourrait, surtout, que, pour gagner en efficacité, à l'issue de ce 8e Conseil intergouvernemental du MOST, cette instance se transforme en Forum interrégional régulier des ministres du Développement social du monde entier. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Christina Von-Furstenberg,
c.von-furstenberg@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 45 16

Site web :
www.unesco.org/shs/most/igc2007

Au premier plan, Zola S. Skweyiya, le Président du Conseil intergouvernemental du MOST.



CEDEAO : le Cap-Vert et la Guinée face au défi de l'intégration régionale

Dans le cadre du projet MOST sur « Les États-nations face aux défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest », deux nouveaux séminaires nationaux se sont tenus, les 4 et 5 avril au Cap-Vert et les 30 et 31 mai en Guinée Conakry. Chacun a réuni des chercheurs, des parlementaires, des ministres, mais aussi des acteurs du développement local, comme au Cap-Vert où le représentant de la Chambre du Commerce participait à la rencontre organisée par la Fondation Amílcar Cabral, avec le soutien de nombreuses ONG engagées dans le développement social de l'Afrique (ACBF, CRDI et Trust Africa). Depuis le lancement de

ce projet visant à explorer les raisons des lenteurs d'un processus qui, malgré ses limites, représente une voie incontournable pour sortir les populations ouest-africaines du « mal développement », les cas de 10 des 15 pays membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont donc déjà été analysés. Lorsque tous auront été étudiés, une Conférence internationale se tiendra pour porter les propositions communes au sommet des Chefs d'États de la CEDEAO en décembre 2008. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Boubacar Barry, coordinateur du projet, bbarry@sentoosn,
tél. : + 221 849 23 04

OUTILS

Le rapport analytique des débats organisés par le gouvernement sud-africain, les 21 et 22 février 2006, à Montevideo (Uruguay) dans le cadre du 1er Forum international sur les interfaces entre sciences et politiques sociales vient d'être publié. Intitulé « L'institutionnalisation du dialogue entre la recherche démographique et les politiques de développement en Afrique », cet atelier

s'intégrait dans la série de rencontres organisées sur le thème des intégrations régionales. ¶

Pour commander la brochure ou plus d'informations, merci de consulter le site web suivant : www.populationgov.za



Développement durable : la solidarité scientifique au service du Sud

Le 2^e Forum de la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal a été l'occasion de mobiliser de nouveaux partenaires.

Organisé au siège de l'UNESCO, à Paris, les 4 et 5 juin 2007, le 2^e Forum de la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal (Canada) a offert une occasion unique de découvrir une démarche de solidarité scientifique qui favorise un développement humain et durable des territoires périphériques des villes du Sud.

Quatre ans à peine après la création de cette Chaire, cette rencontre a rassemblé l'ensemble de ses partenaires, avec l'objectif, non seulement de mesurer le chemin parcouru, mais également de dessiner l'avenir d'un réseau qui tente de répondre à la préoccupation grandissante de nos sociétés en matière de cadres de vie et de valorisation des territoires.

De nouveaux partenaires

Pour ce faire, ce 2^e Forum ne proposait évidemment pas de rester entre soi. Au contraire. À l'image des partenariats noués lors du 1^{er} Forum, ce rendez-vous a permis d'inviter largement la communauté scientifique à participer aux activités de la Chaire. De nouveaux partenariats initiés avec la République de Corée, la Tunisie et la Syrie

ont ainsi été confirmés, tandis que des opportunités d'échanges avec le Cambodge, la France, le Japon et le Vietnam se dégageaient.

Durant deux jours, de nombreux intervenants, venus d'Autriche, du Canada, d'Italie, du Liban ou encore du Maroc, se sont succédés à la tribune pour dresser le bilan des différentes formes de coopération scientifique développées entre 2003 et 2007 et discuter des projets de coopération qui pourraient être mis en œuvre d'ici 2010. En prise avec les défis du monde contemporain, les débats ont aussi fait une place à une présentation sur « l'impact des migrations sur l'urbanisation ».

Une intense activité

Affiliée à différents programmes de l'UNESCO – dont le programme sur la gestion des transformations sociales (MOST) coordonné par le secteur des sciences sociales et humaines –, la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal impulse une intense activité d'échange de savoirs, d'expériences pédagogiques et de recherches au bénéfice des pays émergents. Comptant parmi les Chaires UNESCO les plus dynamiques, elle conduit également, chaque année, des ateliers de formation sur des sites où les acteurs sociaux et gouvernementaux sont confrontés à des problèmes d'aménagement concrets.

Profitant de la visibilité offerte auprès du grand public, des institutions universitaires et de tous les États membres de l'UNESCO, elle a donc saisi l'occasion de la tenue de ses travaux à Paris pour présenter une exposition restituant les acquis des principaux projets réalisés dans le cadre de ces ateliers au Maroc (Marrakech – 2004), au Liban (Saïda – 2005) et en Tunisie (Mahdia – 2006). Intitulée « Développement de paysages périurbains en Méditerranée », cette exposition, produite avec le soutien de plusieurs partenaires, s'est prolongée jusqu'au 8 juin. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Brigitte Colin, b.colin@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 54

APPEL À CONTRIBUTIONS



Le premier colloque de la Chaire UNESCO sur « les politiques urbaines et la citoyenneté » créée, en France, à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État, devait se tenir le 29 juin 2007, à Lyon, sur le thème « Aménagement urbain et transition postkeynésienne ».

À cette occasion, la Chaire a lancé un appel à communications dont on pourra trouver le détail sur le site web qu'elle vient par ailleurs d'ouvrir (<http://chaire-unesco.entpe.fr>) ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Prof. Bernard Jouve, titulaire de la Chaire,
jouve@entpe.fr

OUTILS

Les actes d'un séminaire sur la manière dont la ville de Gangjing (République de Corée) est parvenue à articuler cohésion sociale et préservation du patrimoine dans la revitalisation de ses quartiers historiques viennent d'être publiés sous la forme d'un livre et d'un CD-Rom, avec le soutien financier de cette municipalité. Ce séminaire, organisé par l'UNESCO en avril 2006, s'inscrivait dans un projet de recherche internationale sur les politiques de développement urbain, lancé en 2004, et dont l'ambition est notamment d'aider les collectivités locales à replacer l'homme au centre du développement et de la gestion des villes.

Pour commander le livre et le CD-Rom, merci de contacter :
Brigitte Colin,
b.colin@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 37 54



En parallèle du forum, une exposition a présenté les projets.

Antidopage : l'engagement des Amériques

À l'issue de la 7^e conférence du Conseil des sports des Amériques (CADE) et de la 13^e session du Conseil ibéro-américain du sport (CID), qui se sont tenues à Porto Rico du 15 au 21 avril 2007, les gouvernements de plusieurs pays d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes se sont dits convaincus de « l'urgence » d'envoyer un message clair aux jeunes athlètes sur les implications

éthiques et médicales du dopage. Dans une déclaration commune, ils ont réaffirmé l'importance de la Convention internationale contre le dopage dans le sport et promis que tous les pays de la région ratifieront cet instrument international dans les meilleurs délais.

... Une task force en Jamaïque

Ayant permis une entrée en vigueur rapide de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, en étant parmi les 30 premiers pays l'ayant ratifié, la Jamaïque a annoncé, le 23 avril 2007, la mise en place d'une *task force* pour mieux coordonner ses

politiques de répression et de prévention dans ce domaine. Présentée par le Premier ministre et ministre du Sport jamaïcain, Portia Simpson-Miller, cette *task force* réunira, tous les trois mois, la police, les douanes et les ministères de la Santé et de l'Éducation.

... Une conférence à Tunis

Afin d'encourager la ratification de la Convention contre le dopage, et renforcer les capacités des pays de la région arabe, une conférence était organisée, à Tunis, du 11 au 13 juin 2007, par le gouvernement de la Tunisie, l'UNESCO et l'Organisation islamique pour

l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO). À travers différentes perspectives institutionnelles, il s'agissait d'expliquer pourquoi la crise du dopage représente un défi, non seulement pour le sport, mais aussi pour la société en général.

Dopage dans le sport : l'UNESCO cible la jeunesse

Six mois à peine après l'entrée en vigueur de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, et la création d'un Fonds spécifique destinés à financer les efforts dans ce domaine, l'UNESCO met en place un Programme éducatif antidopage qui a pour cible prioritaire la jeunesse.

Durant l'été 2007, deux événements d'envergure internationale, qui se tiendront en France et au Royaume Uni, fourniront l'occasion de mettre en œuvre un nouveau programme éducatif de l'UNESCO en faveur de la lutte contre le dopage.

Du 11 au 14 juillet, c'est sur le terrain du Stade français, à Paris, que ce programme commencera d'être appliqué, à l'occasion de l'Open des jeunes BNP Paribas Cup qui, chaque année rassemble des centaines de jeunes athlètes et s'accompagne d'activités éducatives et culturelles.

Partenaire historique de cette rencontre sportive, l'UNESCO disposera sur son stand de brochures de prévention contre le dopage réalisées dans plusieurs langues et de divers matériels didactiques, dont un jeu interactif. Durant toute la semaine, des experts de l'UNESCO seront présents et animeront des ateliers de formation en direction des jeunes athlètes, de leurs parents et du personnel d'encadrement de ces jeunes sportifs. C'est au siège de l'Organisation que se conclura la compétition, à l'occasion d'une soirée culturelle qui sera également l'occasion de passer des messages en direction de la jeunesse sur le respect de soi et des autres qui doit guider toute pratique sportive.

Quelques jours plus tard, c'est au Royaume Uni que l'UNESCO ira à la rencontre d'autres jeunes engagés dans le mouvement du scoutisme international. Quelque 40 000 scouts et pas moins de 80 000 visiteurs venus du monde entier se rassembleront, en effet, en Grande Bretagne, du 27 juillet au 8 août 2007, pour participer à la 21^e édition du Jamboree scout mondial. Là encore, l'UNESCO tiendra son propre stand afin d'y promouvoir l'éthique sportive grâce à un matériel péda-



Les gagnantes de l'Open BNP Paribas 2006

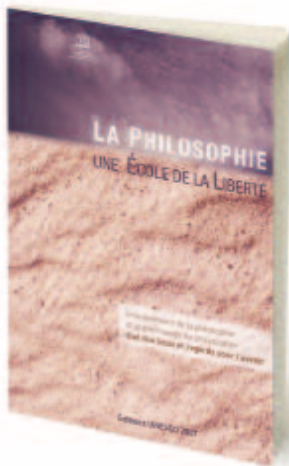
gogique adapté et l'animation d'ateliers éducatifs. Financé par le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport créé au début de l'année 2007, le Programme éducatif antidopage (AEP) entend répondre au déficit d'initiatives de sensibilisation du grand public, et en particulier des jeunes, sur les enjeux éthiques et médicaux du dopage. L'essentiel des ressources financières mobilisées contre cette pratique est, en effet, aujourd'hui, principalement affecté à la mise en place d'un nombre croissant de mesures de contrôle du dopage, les actions de prévention demeurant relativement rares.

Considérant que la prévention reste la manière la plus efficace de mener la lutte à long terme, l'UNESCO a donc décidé de porter l'effort sur les activités en faveur l'éducation de l'ensemble des acteurs de la communauté sportive.

Outre la mise en œuvre opérations événementielles comme celle qui seront conduites cet été, l'AEP permettra de fournir des informations précises et mises à jour aux membres des organisations sportives, aux athlètes, et aux personnels d'appui, tant sur leurs droits et responsabilités, que sur les substances et méthodes interdites pour améliorer les performances, ainsi que sur les procédures de contrôle du dopage en vigueur et les risques résultants de l'usage de compléments nutritionnels. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Paul Marriott-Lloyd, p.marriott-lloyd@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 45 33

Un ouvrage de référence sur l'enseignement de la philosophie dans le monde



À la demande de ses États membres, et après une vaste consultation, l'UNESCO dresse le 1^{er} état des lieux de l'enseignement de la philosophie.

Constituant le premier état des lieux jamais publié sur l'enseignement de la philosophie et l'apprentissage du « philosopher » à travers la planète, *La philosophie, une école de Liberté* devait sortir des presses en juillet 2007 dans sa version française, la version anglaise étant attendue pour le mois de septembre. Réalisée à la demande des États membres de l'UNESCO, cette étude s'inscrit dans le cadre de la Stratégie intersectorielle de l'UNESCO

concernant la philosophie, adoptée par le Conseil exécutif de l'Organisation en 2005, et en particulier son Pilier II : « L'enseignement de la philosophie dans le monde ». Fruit d'une volonté partagée entre les partenaires privilégiés de l'UNESCO dans le domaine de la philosophie, cette vaste étude est le résultat d'une large consultation menée, dès la conception du projet, auprès des philosophes, des chercheurs, des experts, des pédagogues, des didacticiens et des Chaires UNESCO en philosophie, ainsi que des Délégations permanentes, des Commissions nationales et des bureaux de l'UNESCO sur le terrain. En 2005, l'Organisation avait ainsi adressé à l'ensemble de ses Commissions nationales une fiche d'information dont les retours ont permis de constituer une base de données de plus de 1000 « personnes-ressources ». Tous ces contacts ont, par la suite, reçu un questionnaire spécifique qui aura permis, tant qualitativement que quantitativement, d'alimenter la présente étude. Parallèlement à ce travail, plusieurs consultants ont été impliqués dans la rédaction de cet ouvrage, offrant ainsi à la fois leur expertise, leur connaissance du terrain et leur propositions d'actions concrètes pour l'avenir, aussi bien en ce qui concerne les niveaux « traditionnels » de l'enseignement (primaire, secondaire, supérieur)

qu'en ce qui concerne des pratiques d'apprentissage non académiques, moins connues, mais tout autant dignes d'intérêt. Si ce livre capitalise également sur les diagnostics pertinents de plusieurs études menées dans le passé par l'UNESCO, il ne se limite pas à un état des lieux analytique. D'une part, parce que les travaux menés antérieurement n'ont porté que sur un nombre limité de pays, mais surtout parce que la présente étude explore et offre des idées et des perspectives nouvelles, ainsi que des propositions et des recommandations pratiques, donc potentiellement utilisables par les acteurs concernés par l'enseignement de la philosophie, qu'il s'agisse des décideurs politiques ou des professeurs. Cet ouvrage de référence sur l'état des lieux de l'enseignement de la philosophie dans le monde – qui sera distribuée aux États membres à la 34^e session de la Conférence générale en octobre 2007 – sera actualisé sur une base régulière, afin de garantir la pertinence et la fidélité des analyses et des expériences présentées.

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Moufida Goucha, Chef de la Section sécurité humaine, démocratie et philosophie,
philosophy&human-sciences@unesco.org,
 tél. : +33 1 45 68 45 52

Démocratie et justice sociale en Asie et dans le monde arabe



Une sélection des principales contributions présentées lors de la conférence qui a réuni des philosophes de l'Asie et du monde arabe à Séoul (République de Corée), en novembre 2005, est désormais disponible en anglais. S'inscrivant dans la série des « Dialogues philosophiques interrégionaux » lancée par l'Organisation en 2004, cette rencontre de philosophes avait permis de mettre en regard les héritages de l'Asie et du monde arabe sur la démocratie et la justice sociale, à un moment où le besoin d'apporter une réponse critique aux problèmes et questions relatifs à un citoyen actif et responsable se fait de plus en plus sentir. Organisé par l'UNESCO, la Global Academy for Neo-Renaissance de l'Université Kyung Hee et la Commission nationale de la République de Corée pour l'UNESCO, ce dialogue philosophique s'était particulièrement attaché à dégager des solutions partagées afin de favoriser la compréhension entre les cultures et le recourt à la philosophie pour promouvoir la justice dans ces deux régions du monde.

Le livre publié est organisé autour de 4 sous-thèmes : « Traditions philosophiques et reconstructions critiques en Asie et dans le Monde arabe », « Justice sociale et droits humains comme défis de la mondialisation », « Modèles comparés de démocratie » et « Préserver l'identité et prévenir l'exclusion ». ¶

Pour commander ce livre, merci de contacter :
La Section sécurité humaine, démocratie et philosophie,
philosophy&human-sciences@unesco.org,
 tél. : +33 1 45 68 45 52

Hommage à trois philosophes : Sartre, Aron, Nizan

Le 17 novembre 2005, plusieurs conférences rendaient hommage à Raymond Aron, Paul Nizan et Jean-Paul Sartre, dans le cadre des célébrations de la 4^e Journée mondiale de la philosophie organisées au siège de l'UNESCO, à Paris, en partenariat avec l'Institut international de philosophie. Les textes de ces conférences, données par William L. McBride (« Sartre et l'essence de la

philosophie »), Stephen Launay (« Raymond Aron : relativité et libéralisme en philosophie et dans les relations internationales »), Hans Lenk (« À l'occasion de souvenirs personnels sur Raymond Aron : étude de la responsabilité individuelle et collective »), et René Zapata (« Paul Nizan : à la croisée des chemins ») viennent d'être rassemblés dans un même livret. Publié dans la collection des Actes



de la Journée mondiale de la philosophie, ce recueil est disponible, gratuitement, en français. ¶

Pour se procurer ce livret, merci de contacter :
La Section sécurité humaine, démocratie et philosophie,
philosophy&human-sciences@unesco.org,
 tél. : +33 1 45 68 45 52

Rencontre à l'UNESCO le dictionnaire des intraduisibles

Le *Vocabulaire européen des philosophies : Dictionnaire des intraduisibles*, réalisé sous la direction de la philosophe Barbara Cassin et publié en 2004 par les éditions du Seuil et du Robert, a été présenté à la Maison de l'UNESCO, à Paris, le 21 février 2007, à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle.

Cet ouvrage s'inscrit dans une perspective de pluralité des langues dans laquelle la philosophie doit et devrait fonctionner. Dans ce cadre, il vise à constituer une cartographie des différences philosophiques européennes, en capitalisant le savoir des traducteurs. Il explore le lien entre fait de langue et fait de pensée, et prend appui sur ces symptômes que sont les difficultés de passer d'une langue à l'autre. Chaque entrée part ainsi d'un nœud d'intraductibilité, et procède à la comparaison de réseaux terminologiques, dont la distorsion fait l'histoire et la géographie des langues et des cultures. Fruit des recherches de 150 collaborateurs sur une période de 12 ans, ce dictionnaire saisit ainsi 15 langues d'Europe ou constitutives de l'Europe (principales langues considérées : hébreu, grec, arabe, latin, allemand, anglais, basque, espagnol, français, italien, norvégien, portugais, russe et suédois). Il comporte 400 entrées et explore 4 000 mots ou expressions. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

La Section sécurité humaine, démocratie et philosophie,
philosophy&human-sciences@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 45 52



Karthala lance une série de livres sur un projet de l'UNESCO



Premier d'une série qui devrait au total compter 15 livres, un ouvrage rendant compte du séminaire sur « Les États-Nations face aux défis de l'intégration régionale », organisé au Bénin dans le cadre du programme MOST de l'UNESCO (lire page 27), vient d'être publié aux éditions Karthala. Rassemblant les textes des principales conférences ayant rythmé cette rencontre, ce livre constitue une amorce de réponse des chercheurs béninois sur les possibilités d'intégration maximale du Bénin au sein de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le séminaire, organisé en 2005, avait permis de mieux saisir les raisons des lenteurs, sinon des échecs, d'un processus qui continue, malgré tout, de représenter une voie incontournable pour sortir les populations de l'Afrique de l'Ouest du « mal développement ». Il avait réuni des chercheurs béninois, des experts venus du Burkina Faso, du Niger, du Nigeria et du Togo, ainsi que des maires des villes frontalières. Trois autres livres, rendant compte des séminaires conduits au Mali, au Sénégal et au Niger dans le cadre du même projet, seront disponibles très prochainement, tandis qu'un quatrième sur le séminaire du Burkina Faso est en préparation. ¶

Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le cas du Bénin

John O. Igué (Ed.)
248 p., Éditions Karthala, 2006.
26 € ISBN : 2-84586-798-0

Pour plus d'informations sur cette série, merci de contacter :

Boubacar Barry, bbarry@sentoosn,
tél. : +221 849 23 04

Migrations : un numéro double du *Courrier de la planète*



L'UNESCO et le magazine *Courrier de la Planète*, publié avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères, se sont associés pour un numéro double sur les migrations internationales intitulé *Migrations Internationales : le chaînon manquant de la mondialisation*. Ce numéro, célébrant les 15 ans du magazine, propose un vaste panorama des enjeux soulevés aujourd'hui par la mobilité des hommes et des femmes, en réunissant des statistiques et des contributions de chercheurs et d'acteurs associatifs originaires de plusieurs pays. Quelques mois après que les Nations Unies ont consacré un Dialogue de haut niveau à la question des migrations et du développement, le magazine revient sur cet événement. Le considérant comme « le plus important jamais organisé à ce niveau », il salue une « évolution »

qui « signe la fin d'une situation anormale où les migrations étaient ignorées de la communauté internationale et permet d'envisager un avenir où la mobilité des personnes se ferait dans un cadre concerté et respectueux des intérêts de tous les pays concernés, ainsi que des droits des migrants. » ¶

Migrations internationales : le chaînon manquant de la mondialisation
Courrier de la planète n°81-82
138 p., 10 €

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Antoine Pécoud, a.pecoud@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 43 31

Voir aussi : www.courrierdelaplanete.org

Un article de l'UMS fait débat sur le modèle multiculturel aux Pays-Bas

Un article intitulé « Cracks in the Wall of Multiculturalism ? A Review of Attitudinal Studies in the Netherlands », paru dans la *Revue internationale sur les sociétés multiculturelles* (UMS) contribue à questionner l'idée, largement diffusée, d'un bouleversement des modèles d'intégration en Europe, qu'il s'agisse d'assimilation « à la française » ou de multiculturalisme « à l'anglaise ». À la lumière de plusieurs analyses empiriques portant sur l'attitude des populations des Pays-Bas vis-à-vis du multiculturalisme, les auteurs montrent le décalage existant entre le temps court des discours et comportements politiques qui ont suivis, par exemple, les assassinats de Pim Fortuyn et de Theo Van Gogh, et le temps long des comportements sociaux. D'après les auteurs, « l'attitude de

la majorité est demeurée, avant et après ces événements supposés marquer l'arrêt de mort du multiculturalisme, d'une constance et d'une neutralité déconcertantes ». Alors que les immigrés sont favorables à l'expression des identités dans la sphère privée et à une « adaptation » dans la sphère publique, les « natifs » privilégient l'assimilation dans les deux sphères. Ces éclairages, en mettant en question la capacité actuelle des mesures d'intégration à répondre aux attentes de leurs publics, initient aussi une pratique politique plus attentive aux évolutions profondes des sociétés. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Paul de Guchteneire,
p.deguchteneire@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 50

Trois bourses pour les pays lusophones

Afin de dresser le bilan de son programme de petites subventions de recherche sur la pauvreté et les droits humains, l'UNESCO, en partenariat avec la Fondation Calouste Gulbenkian, a organisé une réunion de restitution qui s'est tenue à Lisbonne (Portugal), du 27 février au 2 mars 2007. Cette réunion internationale a été l'occasion de présenter les conclusions des recherches conduites par près d'une quarantaine de chercheurs d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie. Des recommandations en direction de ceux qui élaborent et mettent en œuvre les politiques publiques ont été formulées, sur la base des résultats de ces travaux, qui, tous, ont envisagé la lutte contre la pauvreté comme un combat à mener sous l'angle des droits humains. Les meilleures recherches, sélectionnées par le comité consultatif international de ce programme de l'UNESCO, seront prochainement publiées. Mais la recherche se poursuivra dans les pays lusophones. À l'issue de cette réunion internationale, le gouvernement portugais a, en effet, annoncé qu'il offrirait 3 bourses de recherche destinées aux pays lusophones, qui viennent s'ajouter aux 3 autres déjà proposées par la Fondation Calouste Gulbenkian. Le programme reste ouvert à des contributions d'États ou d'institutions publiques et privées intéressés par l'initiative. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Chifa Tekaya, c.tekaya@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 47 20



Juin

1^{er} juin

Réunion pancanadienne de la Coalition canadienne des villes contre le racisme et les discriminations. Calgary, Canada. (j.morohashi@unesco.org)

4-5 juin

2^e forum de la Chaire UNESCO sur « les paysages et l'environnement ». Paris, France. (b.colin@unesco.org)

5-6 juin

Réunion du Comité directeur de la Coalition des villes contre le racisme et les discriminations pour la région Asie-Pacifique. Phnom Penh, Cambodge. (s.sophia@unesco.org)

7-8 juin

Réunion d'experts sur « Le droit de bénéficier des avantages du progrès scientifique et de ses applications », organisée avec le Centre de droit international d'Amsterdam et le Centre irlandais pour les droits de l'Homme. Amsterdam, Pays-Bas. (k.tararas@unesco.org)

11-13 juin

Conférence sur l'antidopage dans la région arabe, organisée par le gouvernement de la Tunisie, l'UNESCO et l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO). Tunis, Tunisie. (p.marriott-lloyd@unesco.org)

13 juin

Conférence sur la nanoéthique. Fondation danoise pour la recherche/Commission nationale danoise pour l'UNESCO. Copenhague, Danemark. (h.tenhave@unesco.org)

18-19 juin

Conférence internationale « Renforcer les capacités des médiateurs pour la promotion et la protection des droits humains », en coopération avec l'Institut de défense des droits humains de l'Azerbaïdjan. Baku, Azerbaïdjan. (a.ampar@unesco.ru)

25-29 juin

1^{er} Forum asiatique de la jeunesse sur le thème du « Dialogue interculturel et interconfessionnel pour assurer la paix ». Ile de Jeju, République de Corée. (mh.henriques-mueller@unesco.org)

Fin juin

Conférence sur « Le sport et l'intégration sociale ». Rio de Janeiro, Brésil. (marlova.noleto@unesco.org.br)

Juillet

4-6 juillet

Réunion de consultation avec des experts sur l'enseignement de l'éthique concernant le projet de propositions de tronc-commun pour l'enseignement de la bioéthique. Paris, France. (h.tenhave@unesco.org)

9-15 juillet

Contribution de l'UNESCO à « l'Open des Jeunes de tennis du Stade français Paris – BNP Paribas Cup ». Paris, France. (mh.henriques-mueller@unesco.org)

9-15 juillet

Cours de formation des professeurs d'éthique. Université Egerton, Kenya. (h.tenhave@unesco.org)

13 juillet

Session conjointe du bureau du Conseil intergouvernemental et du Conseil d'orientation scientifique du programme MOST. Paris, France. (c.von-furstenberg@unesco.org)

15-20 juillet

Université d'été « Migrations et discriminations : protection des droits des migrants et promotion de la tolérance », dans le cadre du projet « Les migrations comme atout du développement social : effets positifs et risques. ». Moscou, Fédération de Russie (a.ampar@unesco.ru)

16-18 juillet

8^e session du Conseil intergouvernemental du programme MOST. Paris, France. (c.von-furstenberg@unesco.org)

19-20 juillet

6^e session du Comité Intergouvernemental sur la bioéthique (IGBC). Paris, France. (s.colombo@unesco.org)

27 juillet-8 août

Participation de l'UNESCO à la 21^e Jamboree Scout mondial 2007. Hylands Park, Royaume-Uni. (mh.henriques-mueller@unesco.org)

Août

10-11 août

Atelier commun de l'UNESCO-CAPPE sur l'éthique. Canberra, Australie. (d.macer@unesco.org)

11-12 août

Exposition annuelle et campagne de collecte de fonds pour le projet « Criança Esperança ». São Paulo, Brésil. (marlova.noleto@unesco.org.br)

12 août

Célébration de la Journée Internationale de la jeunesse dans le monde entier sur le thème « Être vu, être entendus : la participation de jeunes au développement ». (mh.henriques-mueller@unesco.org)

14-15 août

Atelier sur la bioéthique, en coopération avec la Commission nationale pour l'UNESCO du Vietnam. Hanoi, Vietnam. (d.macer@unesco.org)

Septembre

26-28 Septembre

Conférence de l'UNESCO sur « L'éthique des technologies énergétiques en Asie et dans le Pacifique ». Bangkok, Thaïlande. (d.macer@unesco.org)

28-29 septembre

Séminaire international à l'Université de Venise sur le thème « Politiques urbaines et intégration des migrants ». Venise, Italie. (b.colin@unesco.org)